

	1914	1915	1916
Avoine d'hiver.....	838.340	774.577	694.730
Avoine de printemps.....	3.141.080	2.601.002	2.350.030
Total.....	3.979.420	3.375.579	3.044.760
Orge d'hiver.....	139.510	149.725	102.800
Orge de printemps.....	592.490	521.692	483.485
Total.....	732.000	671.417	586.285
Méteil.....	118.950	104.084	101.205
Seigle.....	1.178.610	1.039.810	925.600

D'après ces données, on voit que malgré tous les efforts accomplis par les travailleurs des champs, les superficies consacrées à ces diverses cultures en 1916 sont en recul sur celles des deux campagnes précédentes.

Cependant, tous les travaux des champs n'étant pas terminés à l'heure où les chiffres concernant les ensemencements de printemps ont été enregistrés, il y a lieu d'espérer que la prochaine enquête en fera connaître d'autres sensiblement plus élevés.

Au point de vue agricole, la culture se plaint de la pluie journalière qui entrave la fenaison et compromet la production fourragère, laquelle s'annonçait comme bonne; si le soleil revenait, les quelques dégâts disparaîtraient. Toutefois, pour les blés, la floraison se trouve arrêtée, le fêtu ne peut que profiter, et les derniers renseignements parvenus faisaient prévoir des apparences satisfaisantes; nous ne pouvons que faire des vœux ardents pour qu'elles continuent jusqu'à la moisson, car les besoins seront grands en France encore pendant quelques campagnes.

A la Bourse de Commerce, il s'est traité quelques affaires en blés indigènes: provenance de Seine-et-Marne, Eure-et-Loir, pour Toulouse et Marseille, de 35,50 à 36,50, et de Bretagne, de 34,60 à 34,75, les 100 kilos départ.

Prix du Blé sur les grands marchés
(Les 100 kilogrammes)

Villes	10 mai 1916		17 mai 1916		24 mai 1916		31 mai 1916		7 juin 1916	
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
Paris (disponible).....	36 90	36 42	34 57	34 13	33 17	33 08	32 08	32 08	32 08	32 08
Londres.....	36 53	35 91	33 27	33 02	32 08	32 08	32 08	32 08	32 08	32 08
Liverpool.....	28 46	28 03	26 80	26 16	25 72	25 72	25 72	25 72	25 72	25 72
New-York.....	25 60	25 53	23 81	23 55	23 14	23 14	23 14	23 14	23 14	23 14
Chicago.....	16 83	16 72	15 40	15 84	15 95	15 95	15 95	15 95	15 95	15 95

Sucres. — Le ministère du Commerce a publié le 2 juin la note suivante: « On sait qu'en mars dernier le gouvernement, par l'intermédiaire de l'Anglo-Siamoise, a acheté 200.000 tonnes de sucre pour suppléer à notre production déficitaire. Cette quantité est livrée régulièrement à raison de 30.000 tonnes en moyenne par mois. Les arrivages se succèdent dans nos différents ports, d'où ils sont acheminés aussitôt dans les raffineries, sauf pour une certaine quantité réservée pour l'armée et les industries de transformation de sucre.

« Sur les 200.000 tonnes, 150.000 vont ainsi à la consommation directe, 15.000 à l'intendance et 35.000 sont livrées à la Chambre de commerce de Paris, à raison de 2.000 quintaux par jour, pour les besoins des confiseries, chocolateries, confiseries, etc. »

Comme on le voit, le gouvernement fait tous ses efforts pour conjurer la crise actuelle. Un autre communiqué, en date du 3 juin, annonce qu'à la suite de la convention passée avec M. le ministre du Commerce, le Syndicat de l'épicerie française a été chargé de répartir aux épiciers, syndiqués ou non, ainsi qu'aux Sociétés coopératives, les quantités de sucre mises à sa disposition et qui sont de deux cent mille kilos par jour pendant dix jours.

Nous ne pouvons que féliciter M. Clémentel de sa décision, d'autant plus qu'il augmente en même temps de 2.000 sacs par jour les quantités mises à

la disposition de la Chambre de commerce. Nul doute que le ministre saura prendre les mêmes mesures en ce qui concerne les départements, de sorte que la crise se trouvera aplaniée totalement. La situation commerciale est toujours inchangée; il y a des acheteurs, mais les vendeurs font défaut.

PETITES NOUVELLES

◆ L'action du *Crédit Foncier*, qui détachera un coupon de 12 fr. 50 le 1^{er} juillet, est fermement tenue à 670 francs.

La régularité des résultats financiers de la Société, en dépit des événements actuels, ramène l'attention du marché sur les obligations foncières et communales. Ces titres constituent un placement très sûr, convenablement rémunérateur et amplement pourvu par le tirage des lots d'éventualités favorables.

◆ Depuis le 3 juin et jusqu'à nouvel ordre, le prix des obligations de la *Compagnie des Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée*, en cours d'émission, est ainsi fixé:

Obligations 4 % (mai-novembre), 417 fr.; Obligations 3 % (janvier-juillet), 342 fr.; Obligations 2 % (avril-octobre), 338 fr.; Obligations 2 1/2 % (mai-novembre), 306 fr.

◆ L'assemblée générale annuelle de la *Compagnie du Chemin de fer Métropolitain de Paris*, qui s'est tenue le 5 courant, a approuvé les comptes de 1915 et voté la répartition d'un dividende de 14 francs (net 11 fr. 96) par action de capital et de 6 fr. 50 (5 fr. 41) aux actions de jouissance.

La Compagnie espère mettre en service le mois prochain le tronçon Opéra-Palais-Royal, dont l'infrastructure vient de lui être livrée par la Ville de Paris, qui reliera les lignes 7 et 7 bis à l'artère principale du réseau. En même temps l'exploitation contractuelle de la ligne n° 8 (Auteuil-Opéra) cessera et la Compagnie exploitera ainsi en totalité le réseau primitif, qui a 79 kilomètres, commencé il y a dix-huit ans.

Marché Financier

Paris, le 8 juin 1916.

Les dispositions générales du Marché sont restées satisfaisantes cette semaine. Il y a même eu à enregistrer quelques plus-values intéressantes, notamment dans le compartiment des valeurs espagnoles qui, cependant, est plus calme au dernier moment.

Parmi les cours cotés, nous relevons: *Au Parquet.* — A terme: Métropolitain, 460 fr.; Omnibus, 447 fr.; Chemins Andalous, 381 fr.; Méridionaux Italiens, 417 fr.; Nord de l'Espagne, 452 fr.; Rio-Tinto, 1.755 fr.

Au comptant: 3 % perpétuel, 63 fr.; 3 1/2 %, 90 fr. 45; 5 %, 88 fr. 40; Banque de France, 4.900 fr.; Comptoir National d'Escompte, 766 fr.; Crédit Lyonnais, 1.170 fr.; Est, 820 fr.; Paris-Lyon, 1.059 fr.; Midi, 955 fr.; Orléans, 1.185 fr.; Nord-Sud, 124 fr.; Extérieure Espagnole, 98 fr. 70; Russe 5 % 1906, 86 fr.; Saragosse, 452 fr.; Rio-Tinto, unités, 1.770 fr.

Marché en Banque. — Au comptant: Toula, 978 fr., ex-droit de souscription aux actions nouvelles; Maltzof, 530 fr.; De Beers ordinaire, 314 fr.; Spassky, 55 fr. 75; Tharsis, 148 fr. 50; Utah Copper, 492 fr.; Chartered, 19 fr. 25; City Deep, 107 fr.; Modderfontein B, 186 fr. 50; Rand Mines, 101 fr.; Robinson Gold, 31 fr. 25; Caouchoucs, 99 fr.; Malacca ordinaire, 121 fr. 50.

L'Administrateur-Gérant: GEORGES BOURGAREL.

Paris. — Imprimerie de la Presse, 16, rue du Croissant. — Simart, imp

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS
à partir du 1^{er} de chaque mois
France et Algérie: Un an... 25 fr.
Six mois... 14 fr.
Étranger (U.-P.): Un an... 32 fr.
Six mois... 18 fr.

Paraissant le Vendredi
Rédacteur en chef: Edmond THÉRY

PRIX DE CHAQUE NUMÉRO:
France: 0 fr. 50 — Étranger: 0 fr. 60

INSERTIONS
Ligne anglaise de 5 centimètres
Annonces en 7 points..... 2 50
Réclames en 8 points..... 4 »
Ce tarif ne s'applique pas aux annonces et réclames d'omission.

Adresse télégraphique: **Éconopéen-Paris**
TÉLÉPHONE: Central 46-64

N° 1267. — 49^e volume (2^e). Bureaux: 50, rue Sainte-Anne, Paris (2^e Arr^e) Vendredi 16 Juin 1916

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'Emission de l'Europe (En millions de francs)

DATES	Encaisse métallique		Circulation fiduciaire	PRINCIP. CHAPITRES				Taux de escompte
	Or	Argent		C/cours et dépôts particuliers	Portefeuille escompte	Avances s'actions	Immobilisations	
FRANCE — Banque de France								
1914 23 juillet.....	4.104	640	6.912	943	1.541	739	3 1/2	
1916 2 juin.....	4.739	352	15.531	2.106	1.956	1.204	5	
1916 8 juin.....	4.745	350	15.665	2.097	1.894	1.207	5	
1916 15 juin.....	4.761	349	15.747	2.048	1.881	1.219	5	
ALLEMAGNE — Banque de l'Empire								
1914 23 juillet.....	1.696	418	2.364	1.180	939	63	4	
1916 23 mai.....	3.079	50	8.054	2.219	6.309	14	5	
1916 31 mai.....	3.081	44	8.422	2.161	6.583	18	5	
1916 7 juin.....	3.081	44	8.377	2.196	7.047	17	5	
ANGLETERRE — Banque d'Angleterre								
1914 23 juillet.....	1.094	»	733	1.055	841	»	3	
1916 25 mai.....	1.501	»	869	2.035	1.911	»	5	
1916 1 juin.....	1.505	»	885	2.071	1.816	»	5	
1916 8 juin.....	1.539	»	887	2.057	1.778	»	5	
DANEMARK — Banque Nationale								
1914 31 juillet.....	110	»	219	24	94	15	6	
1916 31 mars.....	186	6	346	57	45	22	5	
1916 29 avril.....	195	5	358	45	57	25	5	
1916 31 mai.....	202	6	368	55	55	26	5	
ESPAGNE — Banque d'Espagne								
1914 24 juillet.....	543	730	1.919	498	446	170	4 1/2	
1916 27 mai.....	1.068	768	2.152	777	427	246	4 1/2	
1916 3 juin.....	1.012	767	2.158	754	426	254	4 1/2	
1916 10 juin.....	1.027	763	2.167	776	426	249	4 1/2	
HOLLANDE — Banque Néerlandaise								
1914 25 juillet.....	340	17	652	10	185	130	3 1/2	
1916 20 mai.....	1.130	5	1.334	110	80	148	4 1/2	
1916 27 mai.....	1.134	9	1.338	118	76	145	4 1/2	
1916 3 juin.....	1.140	12	1.356	129	84	152	4 1/2	
ITALIE — Banque d'Italie								
1914 31 juillet.....	1.105	89	3.086	245	586	115	5 1/2	
1916 10 avril.....	1.015	101	2.950	659	441	282	5 1/2	
1916 30 avril.....	1.013	101	2.960	669	467	242	5 1/2	
1916 10 mai.....	997	99	3.004	728	457	231	5 1/2	
ROUMANIE — Banque Nationale								
1914 18 juillet.....	154	1	414	14	237	47	5 1/2	
1916 22 avril.....	256	0	910	233	208	31	6	
1916 5 mai.....	263	0	905	319	196	32	6	
1916 13 mai.....	263	0	860	211	207	32	6	
RUSSIE — Banque de l'Etat								
1914 21 juillet.....	4.270	197	4.358	698	1.049	518	5 1/2	
1916 5 mai.....	4.347	161	4.640	2.857	10.784	1.795	6	
1916 21 mai.....	4.346	166	4.695	3.777	10.433	2.371	6	
1916 29 mai.....	4.111	176	4.673	2.997	10.294	2.333	6	
SUÈDE — Banque Royale								
1914 31 juillet.....	146	8	320	109	236	41	5 1/2	
1916 31 mars.....	225	5	464	138	216	24	5	
1916 29 avril.....	231	5	465	164	217	20	5	
1916 31 mai.....	233	5	460	129	170	19	5	
SUISSE — Banque Nationale								
1914 23 juillet.....	180	19	268	51	94	14	3 1/2	
1916 23 mai.....	257	55	406	134	163	17	4 1/2	
1916 31 mai.....	256	54	425	110	156	17	4 1/2	
1916 7 juin.....	256	55	415	124	156	17	4 1/2	

REVUE DES CHANGES ET CHRONIQUE MONÉTAIRE

Change de Paris sur (papier court)

	Pair	16 juillet 1914	17 mai 1916	24 mai 1916	31 mai 1916	7 juin 1916	14 juin 1916
Londres.....	25.224	25.17 1/2	28.25	28.22	28.18 1/2	28.15 1/2	28.15 1/2
New-York.....	548.25	516	593	592	591 1/2	591	591 1/2
Espagne.....	500	482.75	582	589	591	596	591 1/2
Hollande.....	208.30	207.56	245	245	245.4	247	247 1/2
Italie.....	100	99.62	93	94	93 1/2	92 1/2	92 1/2
Pétrograd.....	266.67	263	181	182	181 1/2	180 1/2	181
Scandinavie.....	139	138.25	182	180	177	179 1/2	175 1/2
Suisse.....	100	100.03	113 1/2	113	112 1/2	112 1/2	112 1/2

Valeur en or à Paris de 100 unités-papier de monnaies étrangères

	Unités	16 juillet 1914	17 mai 1916	24 mai 1916	31 mai 1916	7 juin 1916	14 juin 1916
Londres.....	100 liv.	99 82	112	111.88	111.74	111.635	111.635
New-York.....	» dol.	99 56	114.42	114.23	114.13	114.04	114.13
Espagne.....	» pes.	96.55	116.46	117.80	118.20	119.30	118.30
Hollande.....	» flor.	99.64	117.46	117.62	117.46	118.58	118.58
Italie.....	» lire.	99.62	93 1/2	94	93 1/2	92 1/2	92 1/2
Pétrograd.....	» rbl.	98.62	68 66	68.25	68.66	67.69	67.87
Scandinavie.....	» cour.	99.46	131.30	129.50	127.34	129.14	126.26
Suisse.....	» fr.	100.03	113 1/2	113	112 1/2	112 1/2	112 1/2

Changes de Londres sur: (chèque)

	Pair	16 juillet 1914	16 mai 1916	23 mai 1916	30 mai 1916	6 juin 1916	13 juin 1916
Paris.....	25.224	25.18 1/2	28.25 1/2	28.205	28.18	28.155	28.19
New-York.....	4.86 1/2	4.871	4.76 1/2	4.765	4.76 1/2	4.76 1/2	4.76 1/2
Espagne.....	25.22	25.90	24.17	23.95	23.95	23.40	23.67
Hollande.....	12.109	12.125	11.40 1/2	11.305	11.47 1/2	11.44 1/2	11.385
Italie.....	25.22	25.268	30.30	30.10	30.33	30.33	30.45
Pétrograd.....	94.62	95.80	156	155.75	155.62	157	156
Portugal.....	53.28	46.19	34.31	34.325	34.62	34.75	34.75
Scandinavie.....	18.25	18.24	15.37 1/2	15.67 1/2	16	15.77 1/2	15.95
Suisse.....	25.22	25.18	24.85	25	24.90	25	25

Valeur en or à Londres de 100 unités-papier de monnaies étrangères

	Unités	16 juillet 1914	16 mai 1916	23 mai 1916	30 mai 1916	6 juin 1916	13 juin 1916
Paris.....	100 fr.	100 14	89.26	89.425			

dits complémentaires. Il ressort d'informations que la baisse prononcée de la livre et du franc à Madrid le 5 juin, aurait été provoquée par le compte-rendu allemand de la bataille navale de la Mer du Nord, qui fut connu en Espagne bien avant celui de l'Amirauté britannique. Il existe néanmoins des causes permanentes qui font hausser la valeur de la peseta. En tant que nation neutre, possédant une industrie assez développée et des gisements miniers abondants, l'Espagne a pu réaliser du fait de la guerre, de très importants bénéfices. La France a plus particulièrement utilisé l'aide de ce pays ; ainsi s'explique le déséquilibre du change. Possédant un gros portefeuille de valeurs espagnoles, fonds d'Etat et Chemins de fer, elle en a liquidé une grande partie, sans que les cours de ces titres indiquent une saturation du marché espagnol. L'Extérieure s'est avancée au pair, au cours de cette dernière semaine, tout en restant sensible aux fluctuations du change.

Les valeurs de chemins de fer bénéficient, elles aussi, de plus-values importantes. Une telle situation est très favorable aux détenteurs de ces titres, mais il semble bien que nous soyons arrivés à une certaine stagnation des ventes. Il a fallu se préoccuper de chercher un autre aliment à la demande de change. D'après les journaux espagnols, une ouverture de crédit aurait été négociée en faveur de la France et lui permettrait de faire face aux besoins immédiats. Indépendamment de cette première opération, il serait bon de se préoccuper de développer le placement des Bons de la Défense nationale en Espagne. Des tentatives ont été faites l'année dernière pour organiser les paiements au moyen de ces Bons, et les banques espagnoles ont été pressenties pour consentir des avances sur ces titres. Depuis janvier 1915, la Banque d'Espagne a pu augmenter ses réserves d'or dans des proportions considérables, au point de dépasser actuellement un milliard de francs. Elle a reçu 300 millions de francs d'or des Etats-Unis, 125 millions d'Angleterre. Londres n'a donc pas constitué la seule source à laquelle a puisé l'Espagne.

Le change sur New-York à Londres reste très ferme aux environs de 4.76. Il est annoncé que le crédit de 50 millions de dollars, venant à échéance le 20 juin 1916, sera renouvelé pour une période d'une année au taux de 5 %. Le Trésor britannique a commencé, dès la fin de mai, la réalisation à New-York d'une partie de son portefeuille de valeurs américaines, ainsi qu'il ressort de la tendance à la baisse manifestée par Wall Street. L'impôt-tax supplémentaire imposé sur les valeurs américaines a provoqué un grand intérêt. Les porteurs de titres américains de moins de 1.000 livres craignent d'être obligés de vendre directement leurs titres qui ne peuvent faire l'objet de ventes ou dépôt au Trésor. Il est annoncé que le minimum requis va être nécessairement abaissé.

Le change allemand, qui avait bénéficié d'une reprise sensible à la suite d'une tentative d'exporter aux Etats-Unis des matières colorantes pour une somme de 5 à 30 millions de dollars, est de nouveau en baisse. Les événements militaires contribuent, semble-t-il, à cette faiblesse. La Maison Chandler, de New-York, place dans certaines banques des bons spéciaux du Trésor allemand 6 %, — à échéance du 1^{er} avril 1917, — pour une somme de 10 millions de dollars. Ces bons, remboursables en or par la « Central Trust Company », doivent servir à créer des crédits commerciaux.

La stabilité du change austro-hongrois provient de la souscription de 25 millions de dollars, de bons du Trésor austro-hongrois 5 %, libellés en marks au prix de 187 1/2 pour 1.000 marks, ou 79 %, et remboursables en 1918. Ces bons correspondent à un placement de plus de 15 %. Ils seront placés dans les milieux financiers de New-York.

On peut se demander, avec la prime ou échange dont les Américains se réservent le bénéfice, et en tenant compte des diverses commissions intermédiaires, combien l'Autriche retirera de cette opération.

Cours des changes de New-York sur :

	Pair	16 juillet 1914	16 mai 1916	23 mai 1916	30 mai 1916	6 juin 1916	13 juin 1916
Paris.....	5.181	5.167	5.93	5.925	5.923	5.911	5.924
Londres.....	4.865	4.873	4.767	4.765	4.761	4.761	4.762
Berlin.....	95.37	95.06	76.3	77.116	77.3	76.3	75.4
Amsterdam.....	40.14	40.14	41.44	41.50	41.3	41.76	41.3

Valeur en or à New-York de 100 unités-papier de monnaies étrangères

	Unités	16 juillet 1914	16 mai 1916	23 mai 1916	30 mai 1916	6 juin 1916	13 juin 1916
Paris.....	100 fr.	100.27	87.39	87.47	87.49	87.67	87.51
Londres.....	100 liv.	100.19	97.91	97.92	97.92	97.92	97.91
Berlin.....	100 mk.	99.67	80.34	80.80	80.73	80.34	79.42
Amsterdam.....	100 flor.	100.00	103.24	103.39	103.08	103.23	104.01

Changes sur Londres à (Cours moyen du mercredi)

	15 juillet 1914	24 mai 1916	31 mai 1916	7 juin 1916	14 juin 1916
Valeurs à vue					
Alexandrie.....	97 21/32	97 1/2	97 1/2	97 7/2	97 1/2
Cable transfert					
Bombay.....	1.3 31/32	1.4 1/8	1.4 3/32	1.4 3/32	1.4 3/32
Calcutta.....	1.3 31/32	1.4 1/8	1.4 3/32	1.4 3/32	1.4 3/32
Hong-Kong.....	1.10 5/16	2.1 3/4	2.1 3/8	2.1 1/8	2.0 7/8
Shanghai.....	2.5 3/4	3.0 ./.	2.11 3/8	2.11 ./.	2.10 1/4
Valeurs à 90 jours de vue					
Buenos-Ayres (or).....	47 11/16	49 1/16	48 31/32	48 31/32	49 ./.
Montevideo.....	51 3/32	53 3/8	53 5/16	53 5/16	53 5/16
Rio-de-Jan. (papier).....	15 7/8	12 9/16	13 11/32	12 7/32	12 11/32
Valparaiso.....	9 3/4	8 25/32	8 3/4	8 27/32	9 1/32
Singapour.....	2 3 15/16	2 4 7/32	2 4 7/32	2 4 3/32	2 4 3/32

Variations du mark à

	2 mai 1916	9 mai 1916	16 mai 1916	23 mai 1916	30 mai 1916	6 juin 1916	13 juin 1916
New-York (pair : 95 3/8)							
Cours.....	74 87	76 62	76 37	77 06	77 »	76 37	75 75
Parité.....	78 55	80 34	80 08	80 80	80 73	80 08	79 42
Perte %.....	21 45	19 66	19 92	19 20	19 27	19 92	20 58
Amsterdam (pair : 59 3/8)							
Cours.....	44 20	45 97 1/2	45 15	45 05	44 62 1/2	44 32 1/2	44 20
Parité.....	74 45	77 44	76 05	75 88	75 16	74 80	74 45
Perte %.....	25 55	22 56	23 95	24 12	24 84	25 20	25 55
Genève (pair : 123 47)							
Cours.....	96 15	97 30	97 55	97 15	97 15	96 90	96 75
Parité.....	77 88	78 80	79 »	78 68	78 68	78 48	77 37
Perte.....	22 12	21 20	21 »	21 32	21 32	21 52	22 63

Le change sur Vienne à Genève est coté 67 90, c'est-à-dire que la perte de la couronne est d'environ 35 90 %.

Métaux précieux et Escompte hors banque à Londres

	13 déc. 1915	13 janv. 1916	13 févr. 1916	13 mars 1916	13 avril 1916	13 mai 1916	13 juin 1916
Cours de l'or.....	77 9	77 9	77 9	77 9	77 9	77 9	77 9
Cours d'argent.....	2611/16	27 7/8	2615/16	27 ./.	29 3/8	3615/16	30 1/2
Escompte hors banque.....	5 3/32	5 3/16	5 1/8	5 1/16	4 9/16	4 19/16	4 9/16

LA SITUATION

L'offensive des Russes continue ses triomphants progrès. En huit jours, elle a défoncé le front autrichien en trois points, à l'ouest de Rovno, en face de Bobuline et dans la région de Czernovitz. Cette dernière ville, investie de tous côtés, peut être considérée comme occupée déjà par nos alliés. Les Russes ont fait plus de 120.000 prisonniers et capturé un immense matériel de guerre. C'est pour l'Autriche un irréparable désastre ; la retraite de ses armées se transforme en une immense déroute. Partout elles ont rompu le combat et fuient. Le centre seul tient encore mais donne déjà des signes de faiblesse. Les Autrichiens font appel à leurs dernières réserves et dégarnissent déjà les fronts d'Albanie et du Trentin. A Vienne, des affiches officielles conseillent le calme et la confiance et recommandent de ne pas se laisser aller à la panique.

L'Allemagne sera certainement obligée d'intervenir pour essayer de délivrer son alliée. On annonce déjà une diversion de Hindenburg.

Les assauts contre le front de Verdun continuent avec impétuosité. Leur violence a même redoublé depuis la reculade des Autrichiens, comme si les Allemands avaient hâte de liquider cette affaire pour avoir la liberté d'une autre entreprise.

Aux dernières nouvelles, la canonnade était surtout violente à l'est de la Meuse entre Thiaumont et le fort de Vaux. Mais l'ennemi n'y a réalisé, cette semaine, aucun progrès.

Dans le Trentin, les Italiens ont pu passer à la contre-offensive et ont remporté de sérieux avantages en plusieurs points. Toutes les actions, depuis huit jours, ont été favorables aux Italiens. Il semble que les Autrichiens ont retiré de ce front plusieurs corps d'armée.

L'Entente a enfin parlé énergiquement à Athènes et employé des mesures de rigueur. La première a été un blocus presque complet des côtes grecques. Cette attitude a déjà porté ses fruits : le roi a ordonné la démobilisation de l'armée. La Grèce ne maintient plus sous les armes que 40.000 hommes, l'effectif du temps de paix. M. Scouloudis semble se rendre compte de la nécessité de ménager les alliés. Déjà une évolution semble se préparer dans la politique hellénique.

Une crise ministérielle a éclaté en Italie. Le cabinet Salandra, mis en minorité à la Chambre, a donné sa démission.

Il ne faut voir là aucune circonstance dont pourraient profiter nos ennemis.

Le sens de cette crise a été donné par un de ceux qui l'ont provoquée : « Nous avons renversé le Cabinet, a-t-il dit, parce que ses méthodes pouvaient entraver la conduite de la guerre... Nous le jugeons trop faible pour mener la guerre jusqu'au but... » Nulle équivoque n'est donc possible et aucun neutraliste ne peut se réjouir de cet événement et en triompher.

Le roi a confié la mission de former le nouveau ministère à M. Boselli, doyen de la Chambre, vieux garibaldien, qui s'est fait remarquer, depuis le début de la guerre, par son ardeur patriotique. Il continuerait la politique du Cabinet Salandra.

Aux Etats-Unis, la lutte pour la présidence devient âpre. Les républicains ont désigné pour leur candidat officiel M. Hughes que soutiennent aussi les pro-Allemands, bien qu'il se défende d'avoir sollicité leur appui qu'il trouve, au moins, compromettant. M. Wilson, violemment combattu par les organes germanophiles fait campagne sur un programme purement national et qui s'inspire du plus ardent américanisme.

Dans la nuit de mercredi à jeudi dernier s'est opérée, en France, la transformation de l'heure légale. Toutes les pendules ont été avancées d'une heure. Quand les aiguilles marquèrent 11 heures, elles ont été portées immédiatement à minuit.

LES ÉVÉNEMENTS DE LA GUERRE

L'offensive russe a continué avec un succès qui ne s'est pas démenti, et la retraite des Austro-Allemands en Volhynie et en Bukovine se transforme en véritable fuite. Nos Alliés continuent à les refouler ou plutôt à les poursuivre. La *Reichspost* a trouvé la formule suivante pour tromper le peuple autrichien : la ligne autrichienne a simplement été reportée en arrière ; elle n'a pas été percée...

Au sud du Dniester, la victoire des Russes est aussi complète, quoique la retraite des Hongrois soit moins rapide, et l'on peut dire que les deux ailes de l'armée austro-allemande de Volhynie-Galicie sont en déroute ; le centre tient encore, mais commence à donner des signes de faiblesse.

A signaler que les dernières dépêches officielles autrichiennes ne prononcent plus le nom de Czernowitz. Or, des renseignements parvenus mentionnent que les autorités militaires et civiles de cette ville l'ont évacuée, et il semble que les positions autrichiennes autour de cette place sont maintenant entourées par les Russes.

Pendant ce temps, dans divers secteurs, notamment sur le front de la Dvina et au sud de Dwinsk, les Allemands ont ouvert un feu très violent en tentant des offensives de peu d'étendue toutefois. Ils essaient ainsi de créer l'impression qu'ils esquisseraient une offensive générale. Toutes les démonstrations trop visibles sont rapidement rendues sans effet par nos Alliés.

Sur le front occidental, nos ennemis ne renoncent pas, après près de quatre mois de combats furieux, à l'idée de prendre Verdun. Ils ont procédé à de violents assauts qui ne leur ont guère valu que des pertes très sévères. De nouveau maintenant, leur bombardement est intense, ce qui laisse prévoir de nouvelles attaques d'infanterie.

Dans la région d'Ypres, sur le front anglais, l'action est suivie. Les troupes canadiennes et australiennes ont infligé à l'ennemi, dans toutes ses attaques, de fortes pertes.

Sur le front italien, les Autrichiens sont plus que contenus maintenant. Nos Alliés ont repris l'offensive d'une façon heureuse. Une dépêche de Milan à l'« Agence Radio » annonce que leurs adversaires viennent de retirer de ce front deux corps d'armée et un certain nombre de batteries d'artillerie lourde qu'ils ont expédiés en toute hâte sur le front de Volhynie-Bukovine.

Sur la frontière grecque, la canonnade est vive. Des avions français ont bombardé plusieurs positions bulgares, y compris le fort Roupel. En outre, les forces navales alliées ont, d'une part, occupé l'île de Thasos qui couvre, au sud-est, la baie de Cavalla, et de l'autre, procédé au bombardement des côtes bulgares de Porto-Lagos à Dédeagatch.

Au Caucase, on ne signale aucun gros engagement. Au Congo, les Belges pourchassent les Allemands.

QUESTIONS DU JOUR

La Victoire Russe

La grande victoire que nos amis et alliés russes viennent de remporter sur les armées austro-allemandes peut être considérée comme la première page du dernier chapitre de la guerre.

En effet, les représentants des gouvernements alliés, réunis en conférence à Paris les 27 et 28 mars 1916, après avoir affirmé l'entière communauté de vues et de solidarité, confirmèrent « toutes les mesures prises pour réaliser l'unité d'action sur l'unité de front. »

La brillante opération que le général Broussiloff et ses vaillants soldats poursuivent avec tant de succès, en Volhynie, en Galicie et en Bukovine, vient à son heure non seulement pour soulager les troupes italiennes luttant dans le Trentin contre l'armée de l'archiduc héritier, mais pour permettre sans doute aux troupes alliées, réunies à Salonique sous le commandement du général Sarrail, d'engager une action décisive contre les Bulgares et Turcs, devenus les amis et alliés du roi Constantin de Grèce.

« Salonique, lisons-nous dans le bulletin de la *Correspondance d'Orient*, est une position formidable sur le flanc de l'ennemi. Tant que les Alliés occupent Salonique en force, la longue ligne des communications allemandes avec Constantinople et l'Orient est menacée de flanc. Aucune entreprise considérable en Asie n'est possible pour les Germano-Turcs tant qu'une armée alliée, établie à Salonique, gêne leurs mouvements. Si l'Egypte n'a pas été attaquée, c'est d'abord et surtout à la présence d'une armée anglo-française à Salonique qu'il le faut attribuer. Le point où le canal de Suez pouvait être et a été protégé, c'est Salonique. »

En effet, si nous avions lâché Salonique, le beau-frère du Kaiser n'aurait pas manqué de mettre toutes les forces de la Grèce à la disposition des empires du centre, et la Roumanie, comprenant que les nations alliées avaient abandonné la partie dans les Balkans, se serait fatalement retournée contre nous, ou aurait adopté une neutralité favorable à nos ennemis.

Une correspondance récente de Bucarest nous a indiqué dans quelles conditions la Roumanie avait conclu avec l'Allemagne et l'Autriche la convention du 7 avril dernier, assurant, à partir du 1^{er} mai, « l'échange de tous les produits, matières premières et objets fabriqués que ces trois pays peuvent exporter ».

« En échange de seigle, d'orge, de maïs, de pois, de benzine, de pétrole, de nazout et de vin, les Roumains reçoivent du charbon, du fer, des machines de toutes sortes, des produits chimiques et des engrais artificiels. A cet effet, on forme à présent un train spécial quotidien, appelé le convoi « Carmen » (en souvenir de Carmen Sylva), qui va directement du centre de la Roumanie en Allemagne centrale et *vice versa*, sans être arrêté en route pour raisons policières et douanières. »

La correspondance ajoute que les puissances de l'Entente ont tout fait pour empêcher cet accord, mais que « l'avortement de l'offensive russe près des lacs de Narech, le grignotement du front français sur Verdun et les difficultés politiques intérieures de l'Angleterre forçaient les plus ardents partisans de l'Entente à reconnaître que les chances de la guerre ne lui étaient pas favorables et qu'il valait mieux attendre les événements. »

Or la victoire d'ensemble des Russes sur un front de 350 kilomètres, et le formidable coup de masse que le général Letchitsky vient d'asséner sur l'armée autrichienne de Bukovine, doivent être l'événement qui décidera le gouvernement roumain à

sortir de sa neutralité... surtout si la marche victorieuse de l'armée russe se conjugue avec le déclenchement attendu de l'armée franco-anglo-serbe de Salonique.

Cette marche a été une véritable surprise pour la presse austro-hongroise et pour les journaux allemands eux-mêmes qui, dans les premiers jours de juin, relatant les reconnaissances que l'armée russe effectuait sur le front des trois provinces, déclaraient unanimement que « ces tentatives étaient vouées à un complet insuccès, et que les soldats moscovites s'useraient les dents contre le mur de fer et de granit élevé contre eux ».

Les mêmes journaux proclament aussi que l'armée franco-britannique ne pourra rompre le front allemand. Encore quelques jours de patience et le monde constatera que les prophéties d'outre-Rhin ne réussissent pas mieux à l'occident qu'à l'orient.

EDMOND THÉRY.

Le Mensonge obligatoire en Allemagne

La bataille navale du Jutland, que la flotte de Guillaume II vient de perdre, permet de constater, une fois de plus, que le mensonge est l'instrument favori dont le gouvernement impérial se sert pour maintenir le moral de la population allemande.

L'agence Wolff a commencé, en effet, par annoncer une « grande victoire ». Les cloches ont sonné, on a pavosé partout, un congé de vingt-quatre heures a été accordé aux écoliers ; mais quelques jours après la fameuse séance du Reichstag, où les déclarations du chancelier furent accueillies avec un enthousiasme délirant, il a fallu dire une « partie de la vérité » et avouer des pertes qui changent la victoire en désastre !

La *Gazette de Francfort* elle-même critique ce procédé en faisant remarquer que « la presse aurait mieux rempli sa mission si, pour des raisons militaires qu'on ignore, l'amirauté allemande l'avait informée que la liste des pertes n'était pas définitive ».

**

Au point de vue alimentaire, nos lecteurs n'ont pas oublié que, vers la fin d'août 1915, le Dr Delbrück, alors ministre de l'Intérieur, affirma à la tribune du Reichstag que les récoltes de l'année étaient excellentes et que, grâce aux disponibilités existantes, on « pourrait améliorer la situation des consommateurs ».

Six mois plus tard, pour expliquer l'aggravation de la crise alimentaire, le même ministre dut reconnaître que les récoltes de 1915 avaient été lamentablement déficitaires, car les céréales à pain (blé et seigle), d'après la statistique officielle qui vient d'être publiée à Berlin, donnèrent finalement 39.000.000 de quintaux de moins qu'en 1913, et les céréales fourragères (avoine et orge) accusèrent de leur côté un déficit de 52.000.000 de quintaux, que l'importation étrangère n'a pu combler.

Le gouvernement impérial a commencé la guerre en affirmant cyniquement que « l'Allemagne avait été lâchement attaquée par la France, l'Angleterre et la Russie », et ce grossier mensonge lui a si bien réussi que plus des neuf dixièmes des Allemands sont encore convaincus que « le Kaiser n'a jamais voulu la guerre ».

Le mensonge reste donc nécessaire pour faire accepter au peuple des sacrifices qui deviennent de jour en jour plus terribles. Au Landtag prussien, à la séance du 10 juin dernier, le député Stroebeel s'est vu brutalement retirer la parole pour avoir dit que « le gouvernement trompait systématiquement la population et lui cachait la véritable situation économique et militaire ». Il est donc impossible d'admettre que, maquillant quotidienne-

ment ses communiqués, l'état-major général dise la vérité pour les listes officielles de pertes militaires qu'il publie.

**

En s'en rapportant à ces listes, l'armée allemande, à la date du 31 mai dernier, aurait perdu : 2.940.195 hommes, dont 742.552 tués, 368.204 prisonniers ou disparus et 1.829.439 blessés.

En admettant que 62 % des blessés soient revenus au front, les pertes définitives de l'armée allemande, du 2 août 1914 au 31 mai 1916, ne seraient donc pas supérieures à 1.806.000 hommes : ce qui est absolument inacceptable.

En effet, plusieurs critiques militaires appartenant à des pays neutres, mais possédant des éléments suffisants pour se faire une opinion motivée sur la question, disent avec raison « que le gouvernement impérial a trop d'intérêt à dissimuler sa véritable situation matérielle pour faire afficher sur les murs des grandes villes la vérité sur ses pertes en hommes, ce qui permettrait à ses nationaux, aux neutres et à ses ennemis, de suivre au jour le jour l'affaiblissement de sa puissance militaire ».

Ces critiques soutiennent que les listes officielles publiées par l'état-major impérial donnent à peine la moitié des véritables pertes de l'armée allemande : on arriverait ainsi à 3.600.000 hommes définitivement hors de combat, au lieu de 1.806.000 avoués par les listes officielles.

**

D'ailleurs, en septembre 1915, M. E. Grammond, un statisticien anglais bien connu, avait déjà publié, dans *The Nineteenth Century*, une étude très documentée dans laquelle il calculait, à l'aide d'informations diverses, que pendant la première année de guerre « l'Allemagne a perdu sur les deux fronts réunis au moins 3.000.000 d'hommes (tués sur les champs de bataille, morts de leurs blessures ou de maladie, grands blessés ou réformés, prisonniers ou disparus), soit un déchet moyen de 250.000 combattants par mois ».

À la même époque, le colonel Feyler arrivait presque aux mêmes chiffres et il les expliquait en disant que la tactique allemande, opérant par masse et s'obstinant à pousser ses attaques à rangs serrés, était incontestablement très meurtrière.

Du 1^{er} août 1915 au 31 mai 1916, les pertes absolues de l'armée allemande ont été sans doute moins élevées que pendant la première année de guerre, mais leur moyenne mensuelle n'est certainement pas inférieure à 80.000, et cela nous permet de conclure qu'en multipliant par deux les totaux des listes officielles allemandes, on reste encore fortement au-dessous de la vérité.

(Le Matin.)

EDMOND THÉRY.

La Conférence Economique de Paris

Dans la grande conférence de Paris des 27 et 28 mars dernier, les représentants des nations alliées firent la déclaration suivante :

« Les gouvernements alliés décident de mettre en pratique dans le domaine économique leur solidarité de vues et d'intérêts. Ils chargent la conférence économique qui se tiendra prochainement à Paris de leur proposer les mesures propres à réaliser cette solidarité. »

En exécution de cette décision, les huit nations unies contre les empires du centre ont désigné des délégués qui se sont réunis en conférence économique à Paris, mercredi 14 juin, sous la présidence de M. Clémentel, ministre du Commerce et de l'Industrie de la République française.

Voici d'abord quelle est la composition des délégations par pays :

FRANCE. — MM. Clémentel, ministre du commerce, président de la conférence ; Doumergue, ministre des colonies ; Sembat, ministre des travaux publics ; Métin, ministre du travail et de la prévoyance sociale ; Thierry, sous-secrétaire d'Etat au ministère de la guerre (intendance) ; Nail, sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande, MM. Jules Cambon, secrétaire général au ministère des affaires étrangères ; Massé, secrétaire général au ministère de l'agriculture ; Branet, directeur général des douanes ; de Margerie, directeur des affaires politiques et commerciales au ministère des affaires étrangères. MM. Pila, consul général de France ; Fighiera, sous-directeur au ministère du commerce ; Robert Siegfried, secrétaire d'ambassade.

GRANDE-BRETAGNE. — Le marquis de Crewe, lord président du Conseil privé, en remplacement de M. Runchiman, ministre du commerce, empêché ; M. Bonar Law, ministre des colonies, accompagné de M. F.-C.-A. Butler ; M. Hugues, premier ministre d'Australie ; sir Hubert Llewellyn-Smith, accompagné de M. Percy Ashley, de sir Willdore-Smith et de M. W. Carter.

RUSSIE. — MM. Pokrowsky, contrôleur de l'Etat, conseiller privé ; Prilejaiew, gérant de la chancellerie du ministre impérial du commerce et de l'industrie, conseiller privé ; Leslie, membre du conseil du ministre de l'intérieur, maître de cérémonies, conseiller d'Etat actuel ; Geyman, fonctionnaire attaché à la personne du ministre des finances, conseiller d'Etat ; Polowtsov, fonctionnaire attaché à la personne du ministre des affaires étrangères, conseiller d'Etat ; Lissenko, fonctionnaire attaché à la personne du ministre du commerce et de l'industrie, conseiller d'Etat ; Ouspensky, membre du Comité près l'administration des chemins de fer, conseiller de collège ; Haas, attaché au ministère de l'agriculture, conseiller de collège ; Nikolsky, gérant d'affaires au ministère de l'agriculture, assesseur de collège ; Arthur Raffalovitch, attaché financier à l'ambassade impériale à Paris ; Michel Batcheff, attaché commercial à l'ambassade impériale à Paris.

ITALIE. — MM. Daneo, ministre des finances ; le commandeur Luccioli, directeur des gabelles pour les importations ; le commandeur Dragoni, directeur général du commerce ; le commandeur Rossini, directeur des échanges ; Idilio Ehrenfrevnet, chef de division aux chemins de fer de l'Etat ; Luigi Mangosi, et M. Enrico Castelli.

JAPON. — Le baron Sakatani, ancien ministre des finances ; Tatsuke, conseiller de l'ambassade du Japon ; Mori, attaché financier ; Y. Soughimoura, secrétaire de l'ambassade du Japon ; Tsuruki, secrétaire au ministère de l'agriculture et du commerce ; K. Yabe, ingénieur en chef au ministère des finances ; S. Den, secrétaire au ministère des finances.

BELGIQUE. — MM. de Broqueville, président du conseil, ministre de la guerre ; le baron Beyens, ministre des affaires étrangères ; Vandevyvere, ministre des finances ; le comte Goblet d'Alviella, membre du conseil des ministres ; Brunet, directeur général au ministère des affaires étrangères ; Waxweiler, directeur de l'Institut de sociologie Solvay, à l'Université de Bruxelles.

SERBIE. — M. Marinkovitch, ministre du commerce. PORTUGAL. — MM. Affonso-Costa, ministre des finances ; Auguste Soares, ministre des affaires étrangères ; Urbano Rodriguez, député, chef de cabinet du ministre des finances ; Santos Tavares, secrétaire particulier du ministre des affaires étrangères.

Nos lecteurs connaissent le but de cette grande conférence, car c'est de l'*Economiste Européen*, par la plume de notre directeur M. Edmond Théry, qu'en est partie l'idée première.

En effet dans la série d'articles qu'il a publiés ici même pour démontrer la « nécessité d'une entente commerciale immédiate entre les nations alliées », M. Edmond Théry a dit :

« En ce qui concerne la guerre économique mondiale qui s'engagera immédiatement après la signa-

ture de la paix, il n'y a pas de doute que — quelles que soient les conditions générales de cette paix — une entente commerciale, conclue dès maintenant entre les nations alliées, et ayant spécialement pour objectif la fermeture de leur marché aux produits allemands, aurait pour nos ennemis des conséquences financières désastreuses. » (*Economiste Européen* n° 1220, 23 juillet 1915.)

Et M. Edmond Théry précisait le but de l'entente en ajoutant :

« La conclusion de ce qui précède c'est que l'entente commerciale entre les nations alliées doit viser un triple but :

« 1° Défendre le marché intérieur de ces nations contre l'invasion préméditée des produits allemands ;

« 2° Obtenir dans les pays neutres, en faveur des produits des nations alliées, un traitement plus favorable que celui que les produits austro-allemands y recevront ;

« 3° Développer les relations commerciales entre les nations alliées afin que chacune d'elles, restant maîtresse de son marché intérieur, trouve cependant chez les autres l'équivalent de ce qu'elle vendait ou de ce qu'elle achetait au groupe austro-allemand.

« Ce triple objet peut être réalisé par le groupe des nations alliées au moyen d'un tarif douanier que chacune d'elles appliquerait de la même manière :

« 1° *Tarif de Défense*, à taux très élevé, presque prohibitif, destiné au groupe austro-allemand et aux pays neutres, qui, au point de vue commercial, feraient cause commune avec lui ;

« 2° *Tarif d'Amitié*, à base beaucoup plus modérée, que les nations alliées accorderaient, à titre de réciprocité, aux pays neutres qui appliqueraient eux-mêmes les dispositions de notre *Tarif de Défense* aux produits allemands ;

« 3° *Tarif d'Alliance*, encore plus modéré que le précédent, mais exclusivement réservé aux nations alliées ayant contribué, par les armes, à la victoire finale.

« En procédant immédiatement à l'étude de l'entente commerciale, dont nous venons de tracer les grandes lignes, les gouvernements des nations alliées prouveraient au monde entier qu'ils entendent poursuivre énergiquement sur le terrain économique la guerre que l'Allemagne a eu l'imprudence de provoquer sur le terrain militaire. Ce serait un encouragement pour les producteurs et les commerçants des nations alliées, un avertissement aux pays neutres et la ruine du crédit de l'Allemagne. »

C'est, en effet, pour l'étude de ce programme que les délégués des nations alliées sont aujourd'hui réunis à Paris.

Dans le discours qu'il a prononcé en ouvrant les travaux de la Conférence, M. Aristide Briand, après leur avoir souhaité la bienvenue au nom du gouvernement de la République, a résumé leurs pensées communes en ces termes :

« La guerre a éclairé nos consciences sur le péril ; elle a surabondamment démontré vers quel esclavage économique on prétendait nous entraîner. Il faut le reconnaître, le mal était déjà grand ; nos adversaires étaient très près de réussir. La guerre est venue. Ce ne sera pas en vain que nous aurons été jusqu'au bout des immenses sacrifices qu'elle réclame, si elle sait assurer la libération économique du monde et restaurer les saines pratiques commerciales. Tous, nous sommes résolus à secouer le joug qu'on prétendait faire peser sur nous et à reprendre notre indépendance commerciale pour l'associer librement à celle de nos alliés.

« Vous vous attacherez moins au convenu des doctrines théoriques et des habitudes anciennes qu'aux réalités nouvelles qui s'imposent.

« En face du danger commun, dont nous sen-

tions déjà la redoutable approche, il n'y a pas d'intérêts opposés, mais une volonté unique et tenace d'y parer pour le bien de tous, et c'est la forte lumière des faits qui éclairera notre route. »

Les impressions que quelques-uns des plus éminents d'entre les délégués des nations alliées ont déjà confiées à nos confrères nous prouvent qu'un accord complet ne peut manquer d'intervenir.

Voici, en effet, ce que M. Bonar Law, ministre des Colonies de la Grande-Bretagne, chef de la délégation anglaise, a déclaré au *Matin* :

« Je suis venu à Paris pour représenter, avec mes collègues, l'empire britannique dans la conférence économique. L'objet de cette conférence est non seulement de nous confirmer les uns aux autres la puissance des liens qui nous unissent, mais encore de déclarer au monde entier que ces liens, resserrés dans cette guerre où nous avons lutté comme des frères, seront maintenus intégralement quand la guerre sera finie et que l'heure de la reconstruction aura sonné. »

M. Pokrowsky, contrôleur général de l'Empire et chef de la mission russe, a dit de son côté au *Journal* :

« L'exploitation méthodique de nos richesses naturelles me paraît aussi comme le seul moyen efficace pour combattre victorieusement l'Allemagne sur le terrain commercial : pour ne pas subir sa suprématie, il faut que nous puissions nous passer de ses produits et nous avons toutes les conditions matérielles indispensables pour les fabriquer nous-mêmes.

« En résumé, l'entente économique que nous voulons réaliser est toute différente de celle que l'Allemagne tend à imposer à l'Autriche-Hongrie, au détriment de cette dernière. Les Alliés, au contraire, sont pénétrés par l'idée de sauvegarder réciproquement leurs intérêts particuliers. Leur alliance économique ne fera que favoriser le développement national normal de chaque pays contractant. »

Mais il faudra, jusqu'à la fin de la guerre, nous garder contre les manœuvres des agents boches qui chercheront à diviser les nations alliées. A ce propos, Lord Crewe, lord-président du Conseil privé, — qui remplace M. Runciman, président du Board of Trade, retenu à Londres par son état de santé, — s'est exprimé ainsi :

« C'est, nous a-t-il dit, avec la plus grande satisfaction que je vois dans la presse et dans l'attitude générale du pays que personne n'a été induit en erreur par les efforts trop apparents que font les Allemands pour semer le désaccord entre les Alliés. Devant les insinuations venimeuses, les sous-entendus malveillants inspirés par l'ennemi, on garde le calme et la confiance loyale qui font la base d'une alliance solide et qui permettent de distinguer entre un ami taciturne et un ennemi par trop loquace. Les mêmes tentatives de désunion ont été faites en Russie et en Italie avec le même système de racontars savamment préparés, mais j'ai la certitude qu'ils ont échoué comme en France, grâce au bon sens qui reconnaît du plus loin les sentiments et les opinions *made in Germany*. »

Ces déclarations constituent la préface d'un des plus importants chapitres de l'histoire de la guerre ; nous les enregistrons avec joie, car elles promettent la victoire économique.

Georges BOURGAREL.

Les Crédits Provisoires pour le Troisième Trimestre de 1916

L'*Economiste Européen* a annoncé il y a huit jours, que la Commission du budget de la Chambre des Députés et le Ministre des Finances s'étaient mis d'accord pour ne pas demander à la Chambre de discuter les impôts nouveaux proposés,

à propos des douzièmes provisoires du troisième trimestre de l'année en cours, afin de faciliter l'entente complète entre le gouvernement et les deux assemblées d'ici au 30 juin. Aussi la discussion sur lesdits douzièmes a-t-elle pu commencer mercredi à la Chambre.

En prévision de cette discussion M. Raoul Péret rapporteur général de la Commission du budget avait fait distribuer dimanche le rapport qu'il avait rédigé sur ces crédits. Ce document contient d'intéressants renseignements qui viennent s'ajouter à ceux fournis précédemment par le ministre des Finances et dont nous parlions à la date du 26 mai dernier.

En premier lieu, le rapporteur indique les conséquences financières de la guerre en examinant les trois exercices 1914, 1915 et 1916, et un fait est à relever ici : c'est que, pour les neuf premiers mois de l'année en cours, les dépenses auront atteint un chiffre supérieur à celui de toute l'année 1915. Aussi, dans le cas où la moyenne mensuelle, pour les trois derniers mois de 1916 resterait ce qu'elle a été pour les neuf premiers, la dépense totale de l'année s'élèverait à 31 milliards de francs, ce qui portera à 63 milliards de francs environ la somme totale dépensée par la France depuis le début des hostilités.

Du 1^{er} août 1915 au 30 septembre prochain les dépenses autorisées atteignent le montant de 55 milliards 473.129.126 francs, à savoir :

Dépenses militaires.....	Fr. 44.069.078.499
Autres dépenses.....	11.404.050.627

Ensemble Fr. 55.473.129.126

Et M. Raoul Péret s'exprime ainsi à ce propos : « Le dernier budget, établi avant la guerre, faisait ressortir à 6 milliards le chiffre des dépenses annuelles, ce qui correspond à une dépense mensuelle de 500 millions. A supposer que ce chiffre n'ait pas été dépassé et que la paix n'ait pas été troublée, nos charges du 1^{er} août 1914 au 31 décembre 1916, n'auraient donc pas été inférieures à 14 milliards 500 millions. Si elles atteignent, comme il vient d'être dit, le chiffre de 63 milliards au 31 décembre 1916, on peut conclure qu'à cette date la guerre aura coûté à ce pays 48 milliards 500 millions.

« Des événements heureux pourront, sans doute, modifier ces prévisions ; il serait puéril, néanmoins, d'imaginer qu'ils auront une influence immédiate sur le chiffre des dépenses budgétaires, de même que personne ne peut nourrir l'illusion, si la guerre se prolonge, qu'il sera possible de réduire celles-ci d'une manière sensible. »

Les ressources, soit d'impôt, soit d'emprunt, qui ont permis de faire face à ces dépenses, s'élevaient à la date du 1^{er} mai dernier, à 38.427.357.667 fr., suivant le détail ci-dessous :

(En francs)

1) Produits budgétaires normaux (recouvrements)	6.044.971.697
2) Bons de la défense nationale en circulation	10.019.820.870
3) Obligations de la défense nationale en circulation.....	765.938.100
4) Bons placés en Angleterre et aux Etats-Unis	1.079.416.000
5) Emprunt 5 0/0 :	
Numéraire	Fr. 6.368.000.000
Bons convertis.....	2.268.341.000
Obligations converties	3.327.670.000
.....	11.964.011.000
6) Part de la France dans l'emprunt aux Etats-Unis.....	1.243.200.000
7) Avances de la Banque de France	7.300.000.000
8) Avances de la Banque de l'Algérie	10.000.000

Ensemble..... 38.427.357.667

A cette somme viendront s'ajouter les ressources à attendre, pour les trois derniers mois, soit entre 6 et 7 milliards provenant de l'impôt, des émissions de Bons et des avances de la Banque de France.

Après avoir fourni ces chiffres, M. Raoul Péret recherche l'action que les dépenses de la guerre ont eue sur la richesse nationale, et si elles ont été une cause d'appauvrissement ou simplement un déplacement de richesses.

Il y a quelques années, on estimait le total des revenus français à 30 milliards de francs environ. Or, plusieurs sources de ces revenus ont été taries par la guerre et l'invasion. D'où viennent donc, alors, les nombreux milliards que le Trésor a dépensés depuis deux ans ?

La guerre a, tout d'abord, mis en consommation une partie du capital national, cheptels vivants, denrées de toutes sortes, matières premières, et les payements effectués par l'Etat à la suite des achats faits par lui, ont eu pour effet de transformer en disponibilités une partie de ces capitaux.

En outre, l'Etat a dû organiser des industries de guerre qui échappent à la loi de la concurrence, qui utilisent à des prix très élevés houilles, métaux, produits chimiques, et qui réalisent des bénéfices importants. Enfin, la mobilisation, puis la guerre de position ont modifié la répartition de la population. Dans les centres militaires, dans les villes se trouvant en bordure de cette longue bande de territoire sur laquelle sont concentrés des millions d'hommes, le commerce local a vu croître d'une manière considérable son chiffre d'affaires, tandis que les allocations militaires remplaçant en partie, sinon complètement, des salaires disparus, maintenaient sur le reste du pays le pouvoir d'achat des non-mobilisés.

Or, ces capitaux libérés, ces bénéfices réalisés, restent à l'état de disponibilités flottantes. Les émissions de valeurs mobilières sont, en effet, suspendues, les occasions de dépenses ont diminué, et par suite de la hausse des prix, de la rareté de la main-d'œuvre dans toutes les industries qui ne sont pas stimulées par la guerre, les travaux d'entretien, d'extension ou de renouvellement de l'outillage sont suspendus.

La guerre a donc accru les disponibilités liquides, et ce sont ces disponibilités qui alimentent la Trésorerie nationale sous forme d'obligations de la Défense Nationale, et qui dorment dans les 15 milliards de billets de la Banque de France mis en circulation.

Ces disponibilités doivent être regardées comme la réserve où puisera le Trésor pour ses émissions, et qui devra suffire aux premières nécessités de reconstitution des stocks de matières premières, de l'outillage et des fonds de roulement.

Nous devons tout faire pour les conserver. Malheureusement, elle se sont, jusqu'ici, défendues difficilement contre le gaspillage intérieur, les dépenses à l'extérieur, et leur pression a certainement contribué à la hausse des prix. Peu à peu s'est développé une sorte de luxe de guerre dont profitent les commerces de l'alimentation, de la parure féminine ainsi que les industries de spectacles populaires (cinémas), et qui a déjoué les prévisions qu'on aurait pu fonder sur les conditions de vie austère et simplifiée des premiers mois de guerre.

Cet état de choses fait naître des préoccupations qui paraissent avoir été celles du gouvernement lorsqu'il a écrit dans l'exposé des motifs de son projet relatif aux douzièmes provisoires : « Il faudrait orienter le pays, plus qu'on ne l'a fait jusqu'à présent, dans le sens d'une restriction des consommations qui ne sont pas indispensables. On ne peut, quand la guerre se prolonge, continuer de vivre comme en temps de paix. L'économie la plus stricte s'impose à tous, au gouvernement comme aux particuliers. »

Le rapporteur constate ensuite avec une vive satisfaction la reprise de la vie industrielle, reprise qui s'est surtout manifestée depuis les trois premiers mois de 1916. Puis, arrivant à chacune des augmentations d'impôts et de taxe proposées par le Gouvernement, il observe que la Commission du budget a déclaré estimer, à l'exception de l'alcool, qu'il y avait avantage à en ajourner la discussion jusqu'au moment où devrait lui être renvoyée la loi annuelle des quatre contributions directes.

Quant à l'élévation à 400 francs par hectolitre du droit de consommation de l'alcool et à la suppression du privilège des bouilleurs de cru, la Commission approuve les propositions du ministre des Finances, attendu qu'il ne s'agit pas seulement d'une mesure fiscale, mais aussi de l'intérêt national qui exige que la campagne contre l'alcoolisme aboutisse enfin à des résultats positifs.

M. Raoul Péret fait aussi connaître, dans son rapport, que la Commission du budget a adopté la disposition proposée par le Gouvernement, aux termes de laquelle les propriétaires qui n'auront pas perçu les revenus de leurs immeubles loués ou affermés pourront obtenir des dégrèvements sur les contributions foncières et sur l'impôt des portes et fenêtres.

A. LECHENET.

Le Chemin de fer de Bagdad

La prise de Trébizonde, qui a mis l'Arménie entre les mains de nos alliés les Russes, leur permet en ce moment de continuer leur offensive stratégique vers le sud et le sud-ouest et de s'approcher de la fameuse ligne du chemin de fer de Bagdad.

La possession de cette ligne est d'une importance capitale pour nos ennemis, car elle met en communication presque ininterrompue les riches régions de Mossoul et de Bagdad avec Constantinople et elle leur permet, en outre, d'amener des renforts à leur armée du Tigre qui, depuis la jonction des Russes et des Anglais, se trouve dans une situation assez difficile.

Bien que les Allemands aient mis tout en œuvre pour terminer cette ligne stratégique de premier ordre, elle se compose actuellement de trois tronçons, et de longs mois seront encore nécessaires à son achèvement.

Le premier tronçon, connu sous le nom de chemin de fer d'Anatolie, part de Haïdar-Pacha, en face de Stamboul, pour aboutir à Bozanti, au pied des premiers contreforts du Taurus; la distance est de 1.030 kilomètres. Les chemins de fer d'Anatolie et le chemin de fer de Bagdad sont à simple voie à écartement normal. Ils ne diffèrent pas sensiblement de la ligne Belgrade-Stamboul, d'environ 1.050 kilomètres, en ce qui concerne la construction et la capacité du trafic (au maximum un train de 30 wagons toutes les deux heures). La différence principale est que la ligne de Bagdad a une meilleure assiette de voie et, par conséquent, peut transporter plus aisément de lourdes charges. Eski-Chehir est le centre principal du chemin de fer; là les lignes bifurquent, l'une va vers Angora, l'autre vers Koniah et les lignes de Bagdad et de la Syrie.

Lors de la mobilisation de l'armée turque il ne fut pas possible d'expédier sur ce tronçon plus de six trains par vingt-quatre heures, encore ces trains étaient-ils divisés en 12 demi-trains pour pouvoir franchir les premières rampes de Bozanti. Pour tout ce trafic on employa 1.400 wagons et trucs dont 200 furent réquisitionnés sur les lignes françaises de Smyrne, tandis que les locomotives de la ligne anglaise Smyrne-Aidin étaient aussi employées.

Par conséquent on peut supposer que l'effort fait durant la mobilisation turque n'a pas excédé le maximum de 12 trains par jour sur la ligne Bel-

grade-Stamboul et de 6 à 7, chacun de 30 wagons, sur les chemins de fer d'Anatolie et de Bagdad.

Après Bozanti il y a une interruption de 32 kilomètres des plus difficiles puisqu'il faut construire un tunnel de 2.700 mètres et un viaduc de 200 mètres.

Quoique l'on ne possède pas d'informations exactes à ce sujet, il semble certain que ce tronçon de la ligne n'est pas achevé, bien que le tunnel ait été percé, de sorte que la solution de continuité subsiste: il y a été suppléé par une route bien construite, mais qui allonge d'une bonne étape le trajet.

La voie reprend alors sur un parcours de 65 kilomètres, jusqu'à ce qu'elle rejoigne la ligne Mersine-Adana, puis se continue de nouveau pendant 160 kilomètres jusqu'à Namurie, au pied du mont Amanus, où se présente une nouvelle solution de continuité, comprenant le second tunnel non encore terminé de Bagtché qui doit avoir 4.800 mètres de long. Les travaux, qui étaient fort peu avancés au début de la guerre, ont été poussés plus activement depuis, car on conçoit très bien que les Allemands, bien plus encore que les Turcs, tiennent essentiellement à posséder une ligne ininterrompue, mais, d'autre part, des difficultés d'ordre pratique faciles à comprendre rendent ces travaux plus lents qu'en temps de paix.

Le chemin de fer proprement dit de Bagdad commence à Musslimié, au nord d'Alep, d'où une branche rejoint la ligne Alep-Damas et une autre se dirige vers l'Euphrate qu'elle traverse à Jérablons sur un pont de fer, lancé en 1914, pour de là continuer jusqu'à Ras-el-Aïn, ou même Nissibin.

De Jérablons, les vivres et munitions destinés à l'armée du Tigre partent sur radeaux par l'Euphrate, alors que les approvisionnements de l'armée d'Arménie sont acheminés de Ras-el-Aïn, par routes, vers Diarbékir et Bitlis.

Les succès des Russes en Arménie, leur avance vers Erzindjan, la prise de Mouch et de Bitlis constituent une réelle menace pour la tête de ligne actuelle de ce chemin de fer. Il semble, du reste, qu'à la suite des victoires de nos alliés, les Turcs aient l'intention de se servir d'Angora comme tête de ligne pour leurs chemins de fer, ce qui, en tous cas, aura pour résultat de les placer dans une situation pire qu'auparavant.

La route de Ras-el-Aïn jusqu'à Bagdad passe par Nissibin et Chelakha pour aboutir au Tigre où de nouveau nous avons une route fluviale qui conduit jusqu'à Bagdad même. Une route terrestre passe par Mossoul et Kirkouk. Cette route rejoint le Tigre à Djibbara où aboutit le terminus nord du court tronçon de la section de Bagdad. Cette section du chemin de fer de Bagdad est, sans aucun doute, sans charbon, mais il est possible que l'on se soit servi des grands dépôts de naphte de la vallée du Tigre qui sont employés aussi bien pour le chemin de fer que pour les bateaux.

En Anatolie, deux autres grandes routes principales peuvent être employées pour renforcer la troisième armée turque, ce sont les routes Angora-Sivas et la route Koniah-Césarée-Sivas. Pour servir la première, il y a le chemin de fer Haïdar-Pacha-Angora qui a 576 kilomètres. D'Angora à Sivas la route est de 435 kilomètres. D'Angora à Erzeroum, il y a 430 kilomètres. Les routes sont très mauvaises, surtout dans la dernière section, et pendant l'hiver qui est long et rigoureux.

Pour desservir la seconde route, il y a le chemin de fer Haïdar-Pacha-Koniah qui a 747 kilomètres, puis le tronçon du chemin de fer de Bagdad, Koniah-Charjen, 220 kilomètres, et de là une route relativement bonne par Nigdji et Césarée jusqu'à Sivas (410 kilomètres). Au delà, vers Erzindjan-Erzeroum, il y a la route dont nous avons parlé plus haut. De ces deux passages, l'un a donc, jusqu'à Sivas, 435 kilomètres de mauvaises routes, l'autre, 410 kilomètres de voies passables.

Le chemin de fer de Bagdad, qui permet le ravitaillement en vivres et en munitions des armées turques opérant en Arménie, en Perse, en Mésopotamie et en Syrie, est donc d'une utilité capitale pour les Germano-Turcs, et l'on comprend, dès lors, la résistance acharnée qu'ils cherchent à opposer à nos alliés victorieux dans la direction de Diarbékir.

R. MAGAUD.

INFORMATIONS DIVERSES

FRANCE

Situation hebdomadaire de la BANQUE DE FRANCE

PARIS ET SUCCURSALES	8 juin 1916	15 juin 1916
ACTIF		
Encaisse de la Banque :		
Or.....	4.745.244.913	4.750.508.658
Argent.....	350.032.273	348.781.988
	5.095.277.186	5.099.290.646
Disponibilité à l'étranger.....	688.181.932	620.296.470
Effets échus hier à recevoir à ce jour.....	2.061.104	2.035.885
Portefeuille Paris { Effets Paris.....	148.102.016	133.513.337
{ Effets Etranger.....	1.536.128	1.695.357
{ Effets du Trésor.....	44.384	93.937
Portefeuilles des succursales.....	249.382.668	256.930.804
Effets prorogés { Paris.....	688.141.561	582.886.766
{ Succursales.....	807.084.838	805.704.024
Avances sur lingots à Paris.....	4.290.000	4.290.000
Avances sur lingots dans les succurs.	»	»
Avances sur titres à Paris.....	756.298.120	758.595.820
Avances sur titres dans les succurs.	446.011.571	456.420.927
Avances à l'Etat.....	200.000.000	200.000.000
Avances à l'Etat (Loi de 1914).....	7.700.000.000	7.800.000.000
Avances temporaires au Trésor public	43.150	43.150
Bons du Trésor français escomptés pour avances de l'Etat aux Gouvernements étrangers.....	1.085.000.000	1.095.000.000
Rentes de la Réserve.....	10.000.000	10.000.000
Rentes de la Réserve (ex-banques).....	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles.....	99.527.058	99.527.058
Rentes immobilières.....	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque.....	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales.....	46.741.746	46.741.903
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales.....	8.875.324	9.491.758
Emploi de la réserve spéciale.....	7.346.780	7.346.780
Divers.....	339.062.845	361.313.680
Total.....	18.490.089.167	18.558.193.109
PASSIF		
Capital de la Banque.....	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en additions au capital.....	8.450.697	8.450.697
Réserves { Loi du 17 mai 1834.....	10.000.000	10.000.000
{ Ex-banques département.	2.980.750	2.980.750
mobilières { Loi du 9 juin 1857.....	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque.....	4.000.000	4.000.000
Réserve spéciale.....	8.407.444	8.407.444
Billets au porteur en circulation.....	15.665.234.890	15.746.679.795
Arrerages de valeurs déposées.....	32.489.048	31.165.357
Billets à ordre et récépissés.....	6.125.404	5.636.970
Compte courant du Trésor.....	42.213.108	53.561.465
Comptes courants de Paris.....	1.325.336.042	1.246.242.929
Comptes courants dans les succursales	771.118.418	802.068.992
Dividendes à payer.....	3.396.533	3.213.246
Escompte et intérêts divers.....	61.042.490	64.489.727
Récompte du dernier semestre.....	7.413.963	7.413.963
Divers.....	350.355.375	372.226.708
Total.....	18.490.089.167	18.558.193.109

Comparaison avec les années précédentes

	19 juin 1913	18 juin 1914	30 juillet 1914	17 juin 1915	15 juin 1916
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation.....	5.456.9	5.917.3	6.683.2	12.043.6	15.746.7
Encaisse or.....	3.316.0	3.875.3	4.141.3	3.921.2	4.750.5
argent.....	624.2	641.6	625.3	375.9	348.8
Portefeuille.....	1.583.5	1.599.4	1.444.2	2.562.2	1.882.8
Avances aux partic. à l'Etat.....	746.8	723.3	743.8	626.0	1.215.3
Compt. cour. Trésor.....	463.7	204.0	200.0	6.100.0	8.000.0
partic.	652.6	944.6	947.6	131.9	53.5
Taux d'escompte.....	4 0/0	3 1/2 0/0	4 1/2 0/0	5 0/0	5 0/0

Le Comité secret. — Ainsi qu'elle l'avait décidé dans sa séance du 6 courant, la Chambre des Députés se réunit aujourd'hui en Comité secret pour recevoir communication des renseignements que le Gouvernement s'est déclaré prêt à lui don-

ner sur les faits d'ordre diplomatique comme sur les faits d'ordre militaire.

On ne sait encore le temps que dureront les débats, et la décision, en ce qui regarde leur compte rendu, sera prise par la Chambre au début de la séance de ce jour.

Les Prêts à l'Etat de Titres des Pays neutres.

Le *Journal officiel* a publié le montant des bonifications que le porteur des titres des pays neutres — dont les listes ont paru précédemment — reçoit en effectuant le prêt de ces valeurs à l'Etat.

Cette bonification représente une augmentation de 25 % du revenu brut annuel des titres prêtés.

Rappelons qu'en plus de cette bonification, le porteur conserve le droit à la prime du change que peut valoir l'encaissement des coupons à l'étranger, et, en outre, le droit au bénéfice qui peut résulter de l'appel au remboursement au pair de ses titres par voie de tirages au sort.

Les titres remis en prêt au Trésor peuvent être indifféremment revêtus du timbre français ou non revêtus de ce timbre, et le porteur reçoit un certificat négociable en échange des titres qu'il a confiés à l'Etat.

Ces avantages et ces facilités conduisent un grand nombre de porteurs à apporter leurs valeurs au Trésor.

Les titres prêtés sont remis à la Banque de France, aux Agents de change, aux Etablissements de crédit ou aux principales banques, et c'est seulement en face de ces intermédiaires que se trouveront les prêteurs pendant toute la durée du prêt.

Les porteurs de titres des pays neutres doivent donc répondre à l'appel du ministre des Finances; ils y trouvent un large profit, tout en servant très utilement les intérêts généraux du Pays!

La Ville de Paris et l'émission de Bons départementaux. — L'émission de 300 millions de francs de *Bons Municipaux* touche à sa fin, mais la fidèle clientèle de la Ville qui trouve, avec ces valeurs, l'occasion d'effectuer un placement non seulement de toute sécurité, mais encore très avantageux, a accueilli très favorablement l'annonce qu'il était procédé à une émission complémentaire de 42.447.300 francs due aux circonstances suivantes :

Par suite des événements, le Département de la Seine a eu, lui aussi, à faire face à des dépenses extraordinaires d'assistance et de prévoyance, et bien que sa trésorerie soit très à l'aise, on a cru devoir aviser aux moyens de pourvoir à tout déficit au cas où il viendrait à s'en produire au cours du présent exercice.

Un décret, daté du 20 mai, a donc autorisé le Département de la Seine à émettre 42.170.000 francs de Bons Départementaux qui ne seront pas toutefois émis dans le public. C'est la Ville de Paris, en effet, qui les souscrit. Mais pour faire face à cette souscription, la Ville a été autorisée à son tour, par un décret du même jour, à procéder à l'émission supplémentaire de 42.447.300 francs de *Bons Municipaux*, dont il a été parlé plus haut.

Il faut bien considérer qu'en la circonstance la Ville de Paris ne fait qu'emprunter pour prêter, et que l'opération ne devant comporter, pour elle, ni perte ni profit, cette émission supplémentaire ne majorera en aucune façon sa dette.

Rappelons que les *Bons Municipaux* sont divisés en deux catégories : ceux à six mois, rapportant un intérêt de 5,25 % l'an, payable sans retenue d'impôts, et ceux à un an, dont l'intérêt, payable également sans retenue d'impôts, est fixé à 5,50 %.

Ces derniers, ainsi qu'il est aisé de se rendre compte, sont ceux qui attirent le plus l'attention, en raison de leur rendement sensiblement plus élevé. Ils jouissent aussi, pendant plus longtemps, de la faculté de souscrire par privilège aux Emprunts que la Ville de Paris pourra émettre avant la date de leur remboursement.

Le recouvrement des impôts. — Le *Journal officiel* a publié, le 11 courant, le rendement des impôts indirects et monopoles pour le mois de mai dernier. Ce rendement se compare ainsi avec celui d'une année normale et celui de mai 1915, dixième mois de la guerre :

Produits	Recouvrements	Comparaisons avec	
		Mai année normale	Mai 1915
(En milliers de francs)			
Impôts et revenus directs			
Enregistrement.....	36.374	-19.382	+ 9.639
Timbre.....	8.720	-18.800	+ 303
Impôt sur les opérations de Bourse et de commerce et pénalités.....	197	- 1.172	+ 135
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières.....	9.450	+ 634	+ 3.130
Douanes.....	107.329	+44.593	+24.260
Contributions indirectes.....	30.569	-22.615	- 4.943
Taxe de fabrication sur les huiles minérales brutes.....	63	+ 2	+ 54
Sels.....	2.421	- 9	+ 711
Sucres.....	16.817	+ 467	- 891
Monopoles			
Contributions indirectes (allumettes chimiques, taxes sur les briquets, tabacs, poudres à feu).....	50.629	- 2.112	+ 5.882
Postes.....	19.483	- 3.900	+ 3.812
Télégraphes.....	6.425	+ 2.001	+ 2.167
Téléphones.....	2.394	- 1.763	+ 611
Produits de diverses exploitations.....	76	- 25	+ 41
	290.947	-21.581	+44.911

Pour les cinq premiers mois de 1916, la comparaison s'établit comme suit avec les mêmes périodes d'une année normale et de 1915 :

Produits	Recouvrements	Comparaisons avec les 5 premiers mois	
		Année normale	1915
(En milliers de francs)			
Impôts et revenus divers :			
Enregistrement.....	217.327	-124.590	+ 39.876
Timbre.....	66.779	- 57.236	+ 3.601
Impôt sur les opérations de Bourse et de commerce et de pénalités.....	927	- 5.932	+ 627
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières.....	83.532	- 7.805	+ 6.399
Douanes.....	451.068	+141.760	+139.507
Contributions indirectes.....	171.760	-109.585	- 30.404
Taxe de fabrication sur les huiles minérales brutes.....	143	- 543	- 26
Sels.....	12.676	- 1.033	+ 1.041
Sucres.....	55.346	- 6.790	- 22.002
Monopoles			
Contributions indirectes (allumettes chimiques, taxes sur briquets, tabacs, poudres à feu).....	238.556	- 11.878	+ 23.443
Postes.....	87.761	- 26.552	+ 13.004
Télégraphes.....	26.003	+ 4.526	+ 5.037
Téléphones.....	14.523	- 8.714	+ 2.847
Produits de diverses exploitations (Journaux officiels) ..	255	- 255	+ 57
Total.....	1.426.656	-214.627	+183.007

Le mois de mai 1916, vingt-deuxième mois de guerre, accuse donc, sur le même mois de 1915, neuvième mois de guerre, une plus-value de 44.911.000 francs. Par rapport au mois correspondant d'une année normale on constate une moins-value de 21.581.000 francs.

Quant aux « Produits et revenus du domaine de l'Etat, produits divers, ressources exceptionnelles

et recettes d'ordre », qui ne sont d'ailleurs donnés qu'à titre de renseignement, sans qu'on puisse en tirer des conclusions rigoureuses en raison des variations considérables qui se produisent dans l'époque de recouvrement d'un grand nombre d'entre eux, ils ont atteint, en mai dernier, 15.778.400 francs, contre 9.710.200 francs en année normale, et 16.069.800 francs en mai 1915.

Pour les cinq premiers mois de l'année, le total de ces recouvrements atteint 64.153.300 francs, au lieu de 45.599.800 francs en année normale et de 72.120.500 francs en 1915.

En ce qui regarde les contributions directes et taxes assimilées, dont la taxe a été autorisée par les lois du 29 décembre 1915 et 30 mars 1916, disons qu'à la date du 31 mai dernier, les évaluations budgétaires s'établissaient à 540.719.241 francs, et les rôles émis à 522.140.100 francs, soit, en ajoutant les centimes additionnels, à 1.093.680.600 francs. Les douzièmes échus à la même date s'élevaient à 364.560.200 francs et les recouvrements effectués ayant atteint 177.589.300 francs, la différence en moins aux recouvrements par rapport aux douzièmes échus s'est chiffrée par 186.970.900 francs.

Pour la même période, en 1915, les recouvrements s'étaient élevés à 123.913.700 francs, soit une différence en moins de 53.675.600 francs aux recouvrements de 1915. Disons encore qu'en 1916 les frais de poursuite se sont élevés à 481.400 francs, soit 1.62 pour mille, contre 384.400 francs en 1915, ce qui représentait 1.75 pour mille.

La question de l'heure légale. — A la date du 21 avril, nous avons mentionné le texte de loi que la Chambre des Députés avait voté le 18 du même mois, et qui était ainsi conçu :

« Jusqu'à la fin de l'année où sera signé le traité de paix, l'heure légale fixée par la loi du 9 mars 1914 pourra être modifiée par un décret rendu en conseil des ministres. »

La commission sénatoriale, nommée pour étudier à son tour ce projet, s'était tout d'abord montrée hostile à toute modification de l'heure, mais à la suite de l'audition de personnalités compétentes, elle changea d'avis et consentit à tenter l'expérience faite en Angleterre, en Italie, etc.

Le texte adopté par la Chambre des Députés fut modifié toutefois, et le 8 juin la Haute Assemblée vota l'article unique ainsi conçu de la nouvelle loi :

« Jusqu'au 1^{er} octobre 1916, à partir d'une date qui sera fixée par décret, l'heure légale, fixée par la loi du 9 mars 1911, sera avancée de 60 minutes. »

Le même jour, la Chambre des Députés, sans discussion ni modification, approuvait le texte nouveau, et, dimanche 11 juin, le *Journal officiel* publiait le décret suivant :

« Dans la nuit du 14 au 15 juin, à vingt-trois heures, l'heure légale sera avancée de 60 minutes. L'heure normale sera rétablie le 1^{er} octobre. »

Dans une circulaire qu'il a adressée à ce sujet aux préfets, M. Malvy, ministre de l'Intérieur, a donné les instructions nécessaires pour que l'heure fût modifiée partout en France à la date indiquée. Il a en même temps, au nom du Gouvernement, prié le public de vouloir bien avancer toutes les pendules ou montres d'une heure pendant ladite nuit, et il a ajouté :

« Le but principal de cette mesure est d'économiser chaque jour une heure de lumière artificielle et, par conséquent, de réserver à la défense nationale une quantité considérable de charbon et de pétrole actuellement dissipés en éclairage inutile. »

« Tous les Français auront à cœur de se prêter à une réforme qui apportera à la France un surcroît de ressources dans la lutte décisive qu'elle soutient pour la civilisation et le droit. »

A l'heure où nous écrivons, la mesure est donc

entrée en application, et il ne semble pas qu'elle ait occasionné aucun trouble réel.

GRANDE-BRETAGNE

Bilan de la Banque d'Angleterre. — Le bilan de la Banque d'Angleterre, pour la semaine finissant le 14 juin, s'établit comme suit :

	Liv. sterl.
Département d'émission	
Billets émis.....	78.438.000
Dette de l'Etat.....	11.015.100
Autres garanties.....	7.434.900
Or monnayé et en lingots.....	59.988.000
	78.438.000
Département de Banque	
Capital social.....	14.552.000
Dépôts publics y compris les comptes du Trésor, des Caisses d'Epargne, des agents de la Dette nationale, etc.).....	52.264.000
Dépôts divers.....	87.541.000
Traites à sept jours et diverses.....	29.000
Solde en excédent.....	3.176.000
	157.562.000
Garanties en valeurs d'Etat.....	42.187.000
Autres garanties.....	70.703.000
Billets en réserve.....	43.083.000
Or et argent monnayé en réserve.....	1.589.000
	157.562.000

Statistique relative aux divers chapitres du bilan de la Banque d'Angleterre (Milliers de livres sterling)

Dates	Or monnayé et lingots	Circulation	Dépôts	Portefeuille avancés et effets publics	Réserve	Rapport de la réserve aux engagements	Taux de l'escompte
6 août 1914	27.622	36.105	68.249	76.393	9.967	20.40	6 %
26 avril 1916	58.924	34.103	147.195	121.585	43.271	29.39	5
3 mai	57.469	34.333	134.469	110.566	41.586	30.92	»
10	59.863	34.426	138.277	112.597	43.387	31.37	»
17	60.094	34.671	139.228	113.066	43.873	31.50	»
24	60.032	34.744	135.656	109.634	43.738	32.20	»
31	60.215	35.389	136.392	110.840	43.276	31.72	»
7 juin	61.570	35.484	132.587	105.789	44.536	33.58	»
14	61.577	35.355	139.805	112.890	44.652	31.93	»

La question irlandaise. — Dans le discours qu'il vient de prononcer à Dublin, le 11 courant, au cours d'une réunion du parti nationaliste, M. John Redmond a fait connaître, en substance, les propositions faites par M. Lloyd George, au nom du gouvernement britannique.

Ces propositions peuvent se résumer de la manière suivante :

1^o Mettre immédiatement en vigueur la loi du Home Rule ;

2^o Présenter immédiatement, sous forme d'amendement, une loi de circonstance devant couvrir seulement la période de guerre et un laps de temps très court, dûment spécifié, qui suivra ;

3^o Pendant la susdite période, les membres irlandais resteront au complet à Westminster ;

4^o Pendant la période de guerre, les six comtés de l'Ulster seront laissés comme actuellement sous le gouvernement impérial ;

5^o Aussitôt après la guerre, une conférence impériale des représentants de tous les Dominions de l'Empire sera tenue à l'effet de considérer le futur gouvernement de l'Empire y compris la question du gouvernement de l'Irlande ;

6^o Immédiatement après cette conférence et pendant l'intervalle prévu par la loi de circonstance, un règlement définitif de tous les grands problèmes

en suspens, tels que la situation permanente de six comtés exclus du Home Rule, la question financière et les autres problèmes dont on ne peut pas s'occuper pendant la guerre, sera poursuivi. Plus tard, il sera donné toutes facilités au parti de s'occuper de la question tout entière.

A l'heure actuelle on croit déjà savoir que les protestants de l'Ulster accepteraient la solution.

Le commerce extérieur anglais. — Comparativement au mois de mai 1915, les importations anglaises en mai dernier sont en augmentation de 17 %, les exportations de 39.8 % et les réexportations de 7.4 %. Voici comment s'établissent ces chiffres :

	Mai 1915	Mai 1916	Différence en 1916
(En milliers de livres)			
Importations.....	71.601	83.815	+12.214
Exportations.....	33.619	47.024	+13.405
Réexportations.....	10.243	11.001	+ 758

En conséquence, la balance commerciale de nos alliés continue à subir une amélioration constante, puisqu'elle s'établit pour mai 1916 à 25.789.000 livres, contre 30.774.000 en avril 1916 et 33.534.000 livres en mai 1915.

RUSSIE

Bilan de la Banque Impériale de Russie. — Le dernier bilan de la Banque Impériale de Russie, arrêté au 23 mai/5 juin 1916, se compare ainsi avec le précédent :

	16/29 mai 1916	23 mai/5 juin 1916	Comparaison raison
(Millions de roubles)			
Actif :			
Or (lingots, monnaies et bons de l'administr. des Mines) ..	1.542	1.540	- 2
Or à l'étranger.....	1.409	1.409	»
Billon d'argent et de cuivre...	66	68	+ 2
Effets escomptés.....	340	341	+ 1
Bons du Trésor à court terme	3.520	3.637	+117
Prêts sur titres.....	695	679	- 16
— sur marchandises.....	61	60	- 1
— aux institutions de crédit populaire.....	77	77	»
— agricoles.....	19	19	»
— industriels.....	8	8	»
— aux Monts de Piété.....	15	15	»
Effets protestés.....	1	1	»
Titres appartenant à la Banque	206	208	+ 2
Divers.....	134	110	- 24
Solde du compte des succurs..	337	201	-136
Total.....	8.430	8.373	- 57
Passif :			
Billets de banque émis, sauf ceux encaissés de la Banque...	6.286	6.340	+ 54
Capital.....	55	55	»
Dépôts.....	22	21	- 1
Comptes courants du Trésor..	262	204	+ 2
— spéciaux et consignations.....	463	461	- 2
— courants des particul.	1.102	1.081	- 21
Mandats non acquittés.....	25	26	+ 1
Intérêts sur les opérations de l'exercice.....	34	45	+ 11
Sommes transitoires et divers.	241	140	-101
Total.....	8.430	8.373	- 57

Nouveaux décrets en Russie. — On annonce que le gouvernement russe vient de décréter la réorganisation des comités dits des industries de la guerre, créés l'an dernier pour augmenter et hâter la fabrication des munitions et du matériel de guerre, en faisant appel à l'initiative privée. Ces comités seront désormais composés aux deux tiers de

représentants du gouvernement qui auront ainsi la haute main sur les représentants de l'industrie. La responsabilité des membres du comité et des fournisseurs de l'armée est augmentée.

Deux autres décrets, rendus aussi en vertu du paragraphe 87 des lois fondamentales de l'Empire, qui permet au gouvernement de légiférer dans l'intervalle de deux sessions des Chambres, réglementent, l'un, la surveillance des banques, l'autre, l'imposition des profits de guerre.

ITALIE

Changement de ministère. — Depuis longtemps déjà, les partis démocratiques, dit « interventistes », reprochaient, à tort ou à raison, au cabinet Salandra, d'être trop réactionnaire d'esprit, trop peu en contact avec le Parlement, trop peu énergique dans la conduite de la guerre.

Or, la discussion de la loi de finances, actuellement en cours à la Chambre des Députés italienne, a amené M. Salandra à faire, samedi dernier, des déclarations sur la politique suivie par le ministère qu'il préside.

Il a rappelé qu'il y a deux mois, la Chambre avait donné, à une très grande majorité, son haut consentement à la direction de la politique internationale du Cabinet. Cette politique ne s'est pas modifiée, et la solidarité de l'Italie avec ses alliés a eu, dans cette brève période de temps, des raisons et des occasions de se consolider dans une communion parfaite de buts qui se manifeste par une opération continue des forces des nations de l'Entente.

Mais la guerre est longue et dure, et si l'ennemi est parvenu, dans ces derniers temps, à mettre le pied sur une petite partie du terrain national, s'il est vrai qu'une défense mieux préparée l'aurait arrêté plus longtemps, il faut reconnaître quand même que le flot envahisseur n'a pu parcourir que peu de chemin après un premier mais difficile succès, et que l'on peut envisager l'issue finale avec une sereine confiance.

Il a invité les membres de la Chambre à aller dans la zone où l'on combat ; il a ajouté que si l'Assemblée demandait d'autres renseignements, d'autres précisions, le Gouvernement était prêt à les donner avec une sincérité pleine et absolue, mais dans la mesure où les donner ne lui paraîtrait pas, à son jugement, nuisible aux intérêts du pays. « Votre faculté de critique, a-t-il dit encore, est illimitée, ainsi que, si vous le voulez aussi, votre faculté de condamnation de l'action du gouvernement ; mais si vous devez prononcer notre condamnation, qu'elle soit prononcée avec dignité, par une discussion rapide. »

Puis il a terminé en posant la question de confiance.

Des orateurs de tous les partis ont pris ensuite la parole, et l'ordre du jour suivant, approuvé par M. Salandra, a été déposé par M. Lucciani :

« La Chambre, ayant confiance dans l'action du Gouvernement, adopte les douzièmes provisoires. »

Votant par appel nominal, la Chambre a repoussé cet ordre du jour par 197 voix contre 168, et à la suite de ce vote, le ministère remettait lundi sa démission au roi revenu immédiatement du front.

C'est à M. Boselli, doyen du Parlement, dernier survivant de la Chambre subalpine, qui est entouré de la vénération de tous les partis, que le roi s'est adressé pour la constitution d'un nouveau cabinet.

ALLEMAGNE

Le futur Emprunt allemand. — Nous mentionnons, il y a huit jours, que le Reichstag venait de voter le nouveau crédit de guerre de 12 milliards de marks demandé par le gouvernement.

Or, le secrétaire d'Etat au ministère des Finances a informé cette assemblée, avant son ajourne-

ment, que pour le moment il était impossible d'émettre un nouvel Emprunt. Le prochain Emprunt sera émis en septembre, après la rentrée des récoltes.

Banque Impériale d'Allemagne. — Le bilan de la Banque Impériale d'Allemagne, au 7 juin 1916, accuse, sur celui du 31 mai, les variations suivantes :

	31 mai	7 juin	Comparaison
	(En millions de marks)		
Encaisse or.....	2.464	2.465	+ 1
— argent.....	35	35	"
Billets de l'Empire et bons des Caisses de prêts.....	553	406	- 147
Portefeuille d'es-compte.....	5.494	5.638	+ 144
Avances.....	14	13	- 1
Portefeuille titres....	41	45	+ 4
Circulation.....	6.738	6.697	- 41
Dépôts.....	1.728	1.757	+ 29

Statistique relative aux divers chapitres du bilan de la Banque Impériale d'Allemagne (Millions de marks).

Dates	Encaisse		Billets de l'Empire(1)	Circulation	Comptes courants et dépôts	Portefeuille	Avances	Taux de l'escompte
	Or	Argent						
31 juil.1914	1.253	275	33	2.909	1.258	2.081	202	5 %
7 août 1916	1.478	118	97	3.897	1.879	3.737	226	6 %
15 avril...	2.461	44	809	6.534	1.858	5.226	12	5
22 — ...	2.462	42	991	6.479	1.650	4.718	11	"
30 — ...	2.462	42	939	6.697	1.737	5.188	12	"
6 mai ...	2.463	40	878	6.642	1.642	5.052	11	"
13 — ...	2.463	39	684	6.536	1.511	5.047	17	"
23 — ...	2.463	40	508	6.443	1.776	5.267	11	"
31 — ...	2.464	35	553	6.738	1.728	5.494	14	"
7 juin...	2.465	35	406	6.697	1.757	5.638	13	"

(1) Depuis le 7 août, les bons des Caisses de prêts (Darlehenskassenscheine) sont compris au bilan avec les billets de l'Empire (Reichskassenscheine).

Les « semaines difficiles. » — Le bureau d'information pour les questions d'alimentation de Berlin vient de publier la note suivante sous le titre : « Les semaines difficiles » :

« On a, ces derniers temps, à plusieurs reprises et avec raison, signalé que la période dans laquelle nous sommes, et les semaines qui viennent, représentent le moment le plus difficile de toute l'année pour notre alimentation. Nous ne disposons en céréales, abstraction faite des importations récentes, que des restes très réduits de la dernière récolte qui, à la vérité, suffisent complètement, mais ne nous laissent pas une grande liberté de mouvement. La situation est au moins la même pour les pommes de terre jusqu'à la prochaine récolte printanière, et pour le sucre, dont les stocks ne peuvent être augmentés d'ici la prochaine saison. Les disponibilités de viande sont extrêmement divisées et resteront encore assez longtemps très réduites, car nous ne pouvons, à aucun prix, permettre de toucher au bétail de trait ou d'élevage ou aux vaches laitières. Les rapports de toute l'Allemagne montrent qu'une fois l'armée servie, il n'y a que très peu de bétail à la disposition de la population. »

Le Vorwaerts a commenté ainsi cette note : « Cette image de notre situation est malheureusement exacte et concorde avec les renseignements que l'on a donnés à la commission du budget du Reichstag, après avoir, pendant des mois, nourri le peuple de l'illusion qu'on ne manquait nullement de denrées alimentaires, mais seulement d'un système de répartition convenable. »

La question de la viande. — A la Commission du Landtag de Prusse, le ministre de l'Agriculture a déclaré, le 4 courant, que les difficultés de l'approvisionnement en viande se prolongeraient seulement pendant les deux prochains mois. Le nécessaire est fait pour encourager l'élevage des lapins et des chèvres. L'interdiction de l'abatage à domicile a été rapportée le 27 mai ; l'autorisation de la municipalité reste toutefois obligatoire. Le sous-secrétaire d'Etat Göppert, président de la Reichfleischstelle, a donné des indications au sujet des abatages nécessités par l'armée et les hôpitaux. Le nombre des abatages pour la population civile a dû être sensiblement abaissé. Les ouvriers des mines recevront prochainement de la viande de la Reichfleischstelle. Le comte Kaiserlingk fournit ensuite des explications sur l'encouragement donné à l'élevage du bétail.

L'Etat a prêté son aide à l'engraissement des porcs et a dépensé dans ce but plus de 30 millions de marks.

D'après le Tag du 4 juin, « un arrêté de la municipalité de Berlin, paru le 3 juin, élève à 330 grammes par tête la ration hebdomadaire de viande ou de graisse. Les semaines précédentes, elle n'était que de 250 grammes. Cette amélioration est due aux arrivages de bétail de la semaine dernière. Espérons que ce taux ne sera pas diminué. C'est lundi que commence chez les bouchers l'application du régime des listes de clients. Si la quantité de viande allouée aux bouchers suffit pour satisfaire tous les clients inscrits chez eux, nous verrons enfin cesser les queues devant les boucheries. »

D'autre part, selon les Munchner Neueste Nachrichten du 3 juin, à Munich, l'approvisionnement défectueux de la ville, en comestibles de toutes sortes donne lieu à des plaintes que justifie un manque regrettable d'organisation.

« Depuis des semaines, les arrivages de viande sont tellement insuffisants que les bouchers sont loin de pouvoir satisfaire aux demandes de leur clientèle, et pourtant il ne s'agit que de quantités passablement réduites fixées par les cartes de viande. Aujourd'hui bon nombre de boucheries sont restées fermées faute de viande ; dans les autres, tout était vendu dès les premières heures de la matinée. A défaut de viande, on cherche à acheter du gibier. De grands rassemblements se forment devant les marchands de gibier et il a fallu devant certains faire appel à des agents pour maintenir l'ordre. Les approvisionnements en gibier, d'ailleurs, ne suffisaient pas non plus à satisfaire toutes les demandes. Nous avons annoncé récemment que dans la Franconie méridionale on en vient à l'expropriation du bétail ; cette mesure ne pourra plus être évitée longtemps dans la région de Munich. M. Heim a, il est vrai, devant cette menace, invité dans son journal agricole les cultivateurs à amener au marché toute pièce de bétail qui n'est pas indispensable, mais les expériences précédentes laissent prévoir que le succès de cet appel sera lamentable. »

En outre, la Frankfurter Zeitung, du 4 juin, annonce que le ministère de l'Intérieur du Wurtemberg vient d'abaisser de 160 à 140 grammes la ration journalière de viande pour les adultes et à la moitié de ce taux pour les enfants de cinq à dix ans. Les enfants au-dessous de quatre ans ne recevront plus de carte de viande. La proportion autorisée pour remplacer la ration de viande par des viscères ou du gibier et de la volaille est abaissée. La consommation du gibier à plume n'est plus limitée.

La viande de cheval. — On écrit de Cologne à la Leipziger Volkszeitung que le prix de la viande de cheval atteint 2 M. 50 à 2 M. 70 la livre, alors qu'il était de 90 pfennigs il y a un an et 40 à 50 pf. avant la guerre. Les bénéfices réalisés par les vendeurs

sont scandaleux, comme le prouve le calcul suivant : la plus grande partie de cette viande provient de chevaux vendus par l'administration militaire. Ces bêtes sont payées environ 400 M. par les bouchers, ce qui donne, en prenant un poids moyen de 650 livres par cheval, le prix de 60 pfennigs la livre. Et si l'on tient compte des prix fabuleux qu'ils obtiennent pour les peaux et la graisse, le prix moyen de la viande doit être abaissé à 55 pf. L'Office d'examen des prix à Cologne a du reste relevé un cas où le bénéfice net du boucher avait été, pour un seul cheval militaire, de 700 marks. A Leipzig aussi, la livre de viande de cheval coûte déjà 2 marks, alors qu'avant la guerre elle était à 30 pf.

La restriction des menus. — A partir d'aujourd'hui, lisons-nous dans la Vossische Zeitung du 7 juin, le choix des clients dans les restaurants sera des plus limités ; il deviendra difficile de composer un menu riche et varié. La carte en effet ne portera plus que deux plats de chaque sorte et le menu ne pourra comprendre plus de quatre services : soupe, poisson ou entremets, viande garnie, enfin compote, salade, plat sucré ou fromage. La carte sera très réduite de contenu et de format. On s'en félicitera en songeant que nous manquons de papier.

Les restaurants comptent parmi les citoyens à qui la guerre aura causé les plus lourds soucis. Ils travaillent dans des conditions pénibles : la bière est mesurée, la viande, les œufs, les pommes de terre sont rares, le café, le thé, le sucre, le lait, le beurre sont presque introuvables. Les hôteliers, malgré le concours croissant des cuisines publiques, ne peuvent donc pas tenir une table garnie pour de nombreux clients. Ils ont aidé, par leur bonne volonté, le pays à « tenir » et lui ont ainsi rendu un service qu'on ne saurait trop apprécier.

Les plaintes de Cologne. — Selon la Rheinische Westfälische Zeitung du 9 juin, les plaintes contre la « Société Centrale d'achats » deviennent un scandale public. Le devoir des corps municipaux est de veiller à ce que cette société disparaisse aussitôt que possible, si elle est incapable de remplir ses fonctions. Tel est le sens général du débat qui a eu lieu le 8 au Conseil municipal de Cologne. L'adjoint Adnauer, au nom de l'administration de la ville, a fait les déclarations suivantes :

« Notre population, dans les derniers temps, s'est fort émue, à juste titre, des prix excessifs atteints par les légumes sur le marché de Cologne. Ces prix ont monté extraordinairement, si on les compare non seulement à ceux du temps de paix, mais à ceux même du printemps de 1915. C'est qu'en 1915 nous avions des prix maxima, tandis qu'on les a supprimés, ce printemps-ci, pour des motifs que j'ignore. C'est là, un de ces faits incompréhensibles dont le nombre va croissant. Si la ville de Cologne usait de son droit en fixant des prix maxima pour la vente des légumes au détail, aussitôt elle cesserait de recevoir des légumes ; ceux-ci seraient tous portés là où les prix maxima n'existent point. A notre requête, le gouvernement du district a fait tout son possible pour établir les prix maxima dans son ressort. Mais tant que la taxation n'est pas fixée dans tout l'Empire et pour le commerce de gros, nous demeurons impuissants. La seule chose que nous pouvons et que nous allons faire (nous, c'est-à-dire le Landrath de Cologne-Campagne et de Bonn-Campagne, les maires de Bonn et de Cologne), c'est de nous entendre pour fixer au commerce de gros certains étalons de prix pour diverses sortes de légumes et d'intenter aux vendeurs et acheteurs qui dépasseraient ces prix, des poursuites justifiées par l'ordonnance du Bundesrath sur les prix exagérés. Nous espérons que les tribunaux nous donneront l'appui nécessaire. Alors il deviendra possible d'établir les prix maxima pour le commerce de détail. Autre fait incompréhensible : le prix maximum, pour les pommes de terre prin-

nières, est de 10 marks les 50 kilos jusqu'au 15 août, ce qui représente pour les consommateurs une charge très lourde, et pour les producteurs un profit inouï. Dans les répartitions de beurre, notre population se trouve sacrifiée : elle reçoit beaucoup moins que d'autres villes. Ici encore règne une inégalité tout à fait injustifiée entre l'est et l'ouest : le mécontentement du peuple se comprend donc tout à fait. Il faudrait faire connaître au public, et d'abord à l'administration municipale, les raisons qui décident la Société Centrale dans la répartition des diverses denrées. Ici, dans l'ouest, on a le sentiment que nous ne sommes pas, dans l'Empire, équitablement traités et mis sur le même rang que d'autres régions. »

Un conseiller municipal conclut : « Si la Société Centrale d'achats n'est pas capable d'améliorer la situation, elle n'a plus qu'à se déclarer en faillite et à laisser à d'autres le soin d'approvisionner le pays. »

Mesure contre les attroupements. — En date du 4 juin, le Conseil municipal de Leipzig vient de prendre une mesure efficace pour éviter les attroupements devant les magasins de vivres. Chaque vendeur de denrées alimentaires est tenu désormais d'accepter, dans la mesure de ses approvisionnements, des commandes faites à l'avance, contre lesquelles il remet au client des timbres de commande portant un numéro d'ordre. Il reçoit en retour de l'acheteur des coupons de vivres. La municipalité a créé un organe spécial chargé de recevoir des mains du marchand des coupons de vivres et de lui délivrer en échange un bon désignant la quantité totale de vivres indiquée par ces coupons. Les commerçants ne recevront de marchandises nouvelles à l'Office de répartition que sur présentation de ce bon. Aux devanciers des magasins de Leipzig, des écriteaux se balancent désormais sur lesquels on peut lire par exemple N° 1 à 100 de 6 heures à 8 heures, 101 à 200 de 8 à 10 heures. Cette nouvelle organisation fonctionne sans difficultés pour la viande et les pommes de terre, elle sera bientôt appliquée au beurre et à la margarine.

La crise du papier en Allemagne. — La hausse énorme du papier, qui menace l'existence même des journaux, a donné lieu, à l'assemblée générale des éditeurs de journaux allemands, qui s'est tenue le 5 courant à Berlin, à de vifs débats. La décision suivante a été prise :

« La nouvelle hausse du prix du papier renchérit dans des proportions fantastiques nos prix de revient. Cette augmentation ne peut être supportée ni par le public, ni par les propriétaires de journaux, déjà si lourdement frappés par la guerre. Elle aura pour conséquence la suspension forcée de nombreux journaux. C'est là un grave danger pour toute notre vie politique et nationale, car les vieilles feuilles locales seront les premières victimes de cette crise. Aussi le comité est-il autorisé à présenter une requête urgente au chancelier de l'Empire, le priant instamment de prendre toutes les mesures propres à préserver l'industrie des journaux de cette catastrophe menaçante. L'Etat, considérant le rôle important que joue la presse dans la préparation de la victoire, a le devoir d'intervenir énergiquement. »

GRÈCE

La situation en Grèce. — A la suite des graves événements qui se sont produits en Macédoine, et de l'accord avoué qui s'est établi à ce sujet entre le gouvernement hellénique et des gouvernements ennemis, faits que nous avons relatés la semaine dernière, les Alliés se sont vus dans la nécessité de prendre des mesures de précaution contre le commerce maritime de la Grèce.

Ces mesures ont été décidées à la fois à Paris et à Londres à la date du 9 juin.

Ainsi qu'il ressort d'une note officielle publiée à Londres, les navires battant pavillon hellénique ne seront plus admis jusqu'à nouvel ordre à embarquer du charbon de soufre anglais. En outre, le départ de ces navires, lorsqu'ils se trouvent dans un port de l'empire britannique, est soumis à une autorisation préalable.

Le gouvernement français a pris des mesures analogues, dont l'efficacité ne laisse rien à désirer. Suivant un télégramme de Londres, la question des mesures restrictives qu'il conviendrait d'appliquer aux ports grecs est soumise en ce moment à l'examen des gouvernements alliés.

Le nombre des navires grecs déjà retenus par les Alliés dans le port de Milo s'élève à vingt-deux. De nombreux vaisseaux sont également enfermés dans les ports de Moudros et de Bizerte.

Pour justifier son étrange attitude, le Gouvernement hellène a fait savoir officieusement qu'en vertu d'une entente entre les gouvernements grec et bulgare, les forces bulgares ne dépasseront pas pour le moment la région qu'elles occupent.

Toutefois d'autres informations annoncent que les Bulgares ont l'intention d'occuper tous les ouvrages de la région frontière et qu'ils ont déjà pris possession du fort de Néapéta.

Le même jour, 9 juin, le roi avait signé un décret ordonnant la démobilisation de 12 classes de l'armée grecque, depuis la classe 1892 jusqu'à la classe 1903, mais comme en dépit de cette démobilisation partielle, le Gouvernement continuait à convoquer des recrues et essayait de reconstituer ainsi une nouvelle force militaire, très supérieure à ses besoins — puisqu'il est résolu à ne pas engager la lutte avec les Bulgares, — les Alliés lui firent savoir que cette politique était inacceptable et que la démobilisation devait être opérée sans retard.

Cédant à la volonté des Alliés, le gouvernement hellénique aurait décidé, le 12 courant, de démobiliser l'armée complètement, mais d'après le *Times*, les autorités militaires n'auraient encore aucune instruction.

SUISSE

Un nouvel Emprunt de guerre suisse. — Réuni le 10 juin dans la matinée, le Conseil fédéral a approuvé la proposition de son Département des finances, concernant l'émission d'un nouvel Emprunt de guerre.

Cet Emprunt, le quatrième mis en circulation, sera du type 4 1/2 %. Son prix d'émission est fixé à 97 %. Le Syndicat des Banques suisses s'est chargé de son placement.

ÉTATS-UNIS

La campagne présidentielle aux Etats-Unis. — Contrairement aux prévisions, c'est le juge Hughes qui vient d'être désigné par la Convention nationale républicaine comme candidat à la présidence des Etats-Unis ; M. Charles Warran Fairbanks a été désigné comme candidat à la vice-présidence.

Pour M. Hughes, trois tours de scrutin ont eu lieu. Pour être élu, il fallait obtenir 493 voix. Or, au premier tour, M. Hughes réunissait 253 voix, dépassant de loin tous les autres concurrents. C'est ainsi que M. Roosevelt ne venait que septième avec 65 voix seulement. Au deuxième tour, M. Hughes réunissait 328 voix et M. Roosevelt que 81. Enfin, au troisième tour, M. Hughes était nommé à l'unanimité.

La Convention nationale progressiste a aussitôt acclamé M. Roosevelt comme candidat présidentiel de cette fraction dissidente du parti républicain, mais M. Roosevelt a refusé, et il y a de grandes probabilités pour que la candidature Hughes soit la seule opposée, le 7 novembre prochain, à M. Wilson, qui certainement sera le candidat des délégués démocrates réunis en ce moment à Saint-Louis.

Revue Commerciale

Blés. — La situation agricole se ressent de ce mauvais temps persistant qui dérange les travaux, les rendant difficiles. La fenaison ne peut se faire dans de bonnes conditions, et cette première coupe, qui promettait d'être féconde et importante, subira forcément des dégâts et des réductions. La rouille envahit les blés qui fleurissent difficilement, du bon soleil pendant un bon mois serait maintenant très nécessaire.

En ce qui concerne les affaires, elles sont un peu plus aisées, car la commission civile de ravitaillement délivre assez libéralement les blés ; quelques départements, Seine-et-Marne, Eure-et-Loir, Finistère, par la permission de sortie, peuvent livrer quelques lots rapidement absorbés. De Haute-Vienne et des Deux-Sèvres, des autorisations auraient été aussi données. Le Centre, Toulouse, Bordeaux, n'acceptent pas les prix demandés l'écoulement de la farine étant très difficile. Par contre, il s'est traité à la Bourse du commerce des lots pour Marseille, en disponible, aux prix de 34 50 à 34 75, Bretagne, et 35 50 à 35 60, départements centraux et rayon de Paris. La tendance à l'étranger est plus calme.

Prix du Blé sur les grands marchés (Les 100 kilogrammes)

Villes	17 mai 1916	24 mai 1916	31 mai 1916	7 juin 1916	14 juin 1916
Paris (disponible)....	Fr. 36 42	Fr. 34 57	Fr. 34 13	Fr. 33 17	Fr. 31 93
Londres.....	36 42	34 57	34 13	33 17	31 93
Liverpool.....	35 91	33 27	33 02	32 08	30 27
New-York.....	28 03	26 80	26 16	25 72	25 44
Chicago.....	25 53	23 81	23 55	23 14	22 84
Buenos-Ayres.....	16 72	15 40	15 84	15 95	15 73

Beurre. — *Production.* — *Prix.* — *Exportation.* — Pendant l'année 1915, la Normandie, qui par la nature et la qualité de ses herbages est le pays classique du beurre, en a produit 227.000 quintaux, contre 307.000 quintaux en année normale, 1913 par exemple. Ces chiffres se décomposent comme suit pour les différents départements gros producteurs :

Production normale du beurre

	1913	1915	Diminution en 1915
(En quintaux)			
Manche.....	110.000	82.000	28.000
Calvados.....	72.000	60.000	12.000
Seine-Inférieure.....	65.000	40.000	25.000
Orne.....	40.000	30.000	10.000
Eure.....	20.000	15.000	5.000
Total.....	307.000	227.000	80.000

La diminution totale dans la production de beurre normand est donc de 80.000 quintaux, soit un quart environ. Ces données sont extraites d'un rapport communiqué par M. l'inspecteur général d'agriculture Grosjean à son ministre, d'où nous tirons encore des renseignements intéressants sur les prix du beurre et sur son commerce d'exportation.

Le beurre, comme toutes les denrées alimentaires, a été sujet à la crise générale : les prix de ce produit ont subi, depuis le commencement de 1915, une augmentation que n'a pas toujours justifiée la diminution de la production. Alors, en effet, que cette diminution aurait été d'un quart, l'augmentation du prix du beurre atteignait souvent et dépassait même de la moitié les prix normaux de 1913.

En voici quelques exemples pris sur les marchés

M. Wilson n'a pas de concurrent, en effet, mais on prévoit que la lutte sera chaude pour la candidature à la vice-présidence.

Dans sa lettre d'acceptation de la candidature républicaine, M. Hughes a fait les déclarations suivantes :

« Je maintiendrai fermement et résolument les droits des citoyens américains sur terre et sur mer et je ferai tout mon possible pour améliorer nos relations avec les nations étrangères qui ont souffert, d'une manière exagérée, de la politique faible et hésitante que nous avons suivie en ce qui concerne le Mexique. »

« L'activité diplomatique des Etats-Unis a été subordonnée aux nécessités de partis, et je travaillerai sans cesse à regagner l'influence et le prestige qui ont été si malheureusement sacrifiés. »

« De bonnes paroles ont été dépouillées de leur force par l'indécision. Je veux maintenir fermement nos droits, conformément au droit international, en insistant résolument sur tous nos droits de neutres qui remplissent complètement leurs obligations, et par la correction, la justice de notre position et l'efficacité de notre pouvoir évident de soutenir ces droits, je veux ennoblir notre place parmi les nations. »

Faisant allusion aux Germano-Américains, M. Hughes s'est exprimé ainsi :

« Je ne tolérerai pas un seul instant des écarts sur la question de la fidélité que tous les citoyens sont tenus d'observer envers l'Etat. »

M. Hughes préconise aussi les mesures de défense nationale, et l'on fait observer que M. Roosevelt n'aurait pas dit autre chose. Il l'aurait dit simplement avec plus de fougue.

On discute beaucoup en Amérique au sujet des deux candidats qui vont se trouver en présence. On mande par exemple de New-York au *Daily Telegraph* que l'on est convaincu « que l'unique différence existant entre le président Wilson et le juge Hughes est que le premier appartient au parti démocrate et le deuxième au parti républicain. On se demande généralement si la présence de l'un ou de l'autre à la Maison-Blanche apportera une grande différence dans la direction de la politique extérieure des Etats-Unis et si vraiment les affaires extérieures prendront le pas sur les affaires intérieures. »

D'autre part, on télégraphie de Washington au *Morning Post* que les démocrates essaieront de battre M. Hughes en soulevant la question de race et en portant contre lui l'accusation d'être subordonné aux Allemands.

Le *New-York World*, qui est le principal organe de ce parti, dit, en tout cas, que les partisans de l'empereur allemand se sont mis à l'œuvre pour détruire politiquement M. Wilson auquel ils font un crime d'être un président américain au lieu d'être un président allemand.

CHINE

La mort du président de la République Chinoise. — La mort de Yuan-Chi-Kai, président de la République chinoise, a bien été confirmée. On ignore s'il a été empoisonné ou s'il a mis fin lui-même à ses jours, comme le bruit en a couru. Son fils aîné se serait suicidé à la suite de cet événement.

On a annoncé de Pékin, à la date du 10 juin, que les ministres des puissances alliées à Pékin avaient été reçus par Touan Tai-Youcy, président du conseil, et Trac-Jen-Lin, ministre des Affaires étrangères, auxquels ils ont exprimé les condoléances de leurs gouvernements à l'occasion de la mort de Yuan-Chi-Kai.

Le chef du gouvernement chinois a réitéré l'assurance qu'il se porte garant du maintien de l'ordre dans la capitale et dans tout le territoire de l'empire.